

éco 121

LE MENSUEL DES DÉCIDEURS DES HAUTS-DE-FRANCE

JUIN 2023
#131
www.eco121.fr

D 28899 -131- F: 7,50 €



ALAIN
DI CRESCENZO
PRÉSIDENT DE CCI FRANCE

“JAMAIS LES
ENTREPRISES
N'ONT EU
AUTANT BESOIN
DE NOUS” P.20



ENQUÊTE
**À QUOI
SERVENT
ENCORE
LES CHAMBRES
DE COMMERCE ?**
P.12

→ UN SUPERCALCULATEUR ATTENDU À MÉAULTE P.33

→ L'INSOLENT SUCCÈS DES BUSINESS CLUBS P.38



de
PROJETER
à
CONCRÉTISER

PARTENAIRE DE CEUX QUI FERONT DES JEUX DE PARIS 2024 UNE RÉUSSITE.

**BANQUE
POPULAIRE** **+X**

la réussite est en vous



Communication à caractère publicitaire

BPCE • Société anonyme à directoire et conseil de surveillance au capital de 180 478 270 euros • Siège social : 7, promenade Germaine Sablon - 75013 Paris Cedex
RCS Paris n° 493 455 042 • Crédit photo : Getty Images • ROSA PARIS





Photo ©GregLeduc

Strike économique

La production de biens d'investissement a reculé de plus de 15% en mars dans la zone euro. La production industrielle s'est repliée de 2,1% en France, de 3% en Allemagne, de 4,1% dans l'ensemble des 20 pays de la zone euro. Les signes d'une baisse d'activité sont visibles. Mais pas à Dunkerque. On se pince en voyant la valse des investissements qui pleuvent sur la ville portuaire. Emmanuel Macron est venu sur place le 12 mai annoncer un véritable strike* économique, un coup double de deux implantations colossales dans l'univers des batteries : le taïwanais ProLogium Technologie, dont l'arrivée avait déjà fuité, mais avec un investissement supérieur de plus d'un milliard d'euros aux anticipa-

tions (5,2 milliards au final, dont une subvention XXL d'au moins un milliard d'euros et 3 000 emplois), et le chinois XTC associé au français Orano. Une seconde annonce passée au final largement inaperçue tant le premier dossier était considérable. Mais à lui seul, le projet XTC apporte dans ses valises la bagatelle de 1,5 md € d'investissement et 1 700 emplois. Si l'on y ajoute les deux futurs EPR, les investissements de décarbonation d'Arcelor, les unités d'hydrogène, les différents projets en cours (Clarebouts, Flocryl, ferme éolienne offshore, etc), on parle de bien plus de 15 milliards d'euros sur le territoire, et de près de 20 000 emplois. Il y aura forcément un avant et un après 12 mai 2023, avec un effet d'entraînement sans équivalent pour le Dunkerquois pour les années à venir. Valenciennes avait ouvert la voie du rebond industriel avec Toyota, mais les enjeux financiers et en emplois sont cette fois sans commune mesure.

S'il faut saluer sans le moindre état d'âme cette performance historique exceptionnelle, on ne peut manquer de s'interroger en parallèle sur le pari européen de l'électrique. Comment résisterait cette nouvelle filière si la Chine inondait demain l'Europe avec des voitures électriques à moins de 10 000 euros ?

*Nous visons ici le coup magistral de bowling qui permet de renverser les 10 quilles d'un seul coup

sommaire

TENDANCES 4-11

- Flop : Gros coup de frein pour Valdunes
- Start up : Induo intègre l'accélérateur européen d'Amazon
- Carnet : Un nouveau DG pour Bonduelle

GRAND ANGLE 12-21

- Enquête : A quoi servent encore les chambres de commerce ?
- Interview Alain Di Crescenzo, président de CCI France : « Jamais les entreprises n'ont eu autant besoin de nous »

TERRITOIRES 22-36

- Investissements étrangers : les Hauts-de-France confirment leur attractivité
- Batteries : Macron annonce une pluie de milliards sur Dunkerque
- Medtech : Tissium lève 50 M€

ENTREPRENDRE 37-42

- Créateur : MethaTech veut mettre les gaz avec un méthaniseur innovant
- La Cité de l'IA va chercher l'inspiration à Tallinn
- Loca Service : l'innovation pied au plancher depuis 40 ans

DÉTENTE 46-48

- Lille Piano(s) Festival de retour
- Gastronomie : Le Ô Dit Vin, une nouvelle table en cœur de Pévèle

À PROPOS D'ECO121

Notre magazine est édité par la société Ecopresse. Celle-ci est détenue par trois collèges d'actionnaires représentatifs de l'économie des Hauts-de-France. Le principal pool, de 56%, est constitué de 35 chefs d'entreprises. Le deuxième collège, financier, rassemble Finorpa, Nord Création et la Caisse d'Épargne Hauts de France qui contrôlent 33% des parts. Le dernier bloc est détenu par la Voix du Nord (11%) au titre du collège professionnel. L'indépendance éditoriale du journal est garantie par une charte signée par la totalité des actionnaires. Multicanal, Eco121 est également présent sur le web (www.eco121.fr) où il diffuse un flux régulier d'actus, sur LinkedIn et sur twitter (@eco121).

éco

est édité par Ecopresse, SAS au capital de 162 K€ Siret 528 819 485 00038 Siège social : Ecopresse - Parc Riveo 300 rue de Lille - 59520 Marquette-lez-Lille Tél. : 03 55 33 21 05 redaction@eco121.fr www.eco121.fr

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
Olivier Verley
DIRECTEUR DE LA RÉDACTION
Olivier Ducuing

JOURNALISTES
Julie Kiavué
Guillaume Roussange
ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO
Didier Nicolas
Yann Suty
DIRECTEUR ARTISTIQUE
Grégory Leduc

PUBLICITÉ
Rossel Conseil Médias
Tél. : 03 20 78 42 34
contact@rosselconseilmedias.fr

SECRETARIAT GÉNÉRAL
Krisztina Bonieux
Tél. : 03 55 33 21 05

IMPRIMERIE
Imprimerie Jean-Bernard
Groupe Techniphoto
ZAC de Ravennes les Francs
Rue d'Amsterdam
59910 Bondues

ISSN : 2109-3792

DÉPÔT LÉGAL : à parution



UN PAQUEBOT POUR LOGER LES SALARIÉS ?

Face à l'incroyable empiement de projets industriels majeurs à Dunkerque, une idée circule pour héberger les milliers de salariés qui vont déborder et pour lesquels le parc local de logements est insuffisant : l'affrètement d'un paquebot de croisière de plusieurs milliers de cabines. Apparemment, ce type d'opération a déjà été mené avec succès sur un chantier d'envergure en Nouvelle-Calédonie.



1 M€

C'est le coût (hors personnel) estimé par la Ville de Lille de la cyberattaque dont elle a fait l'objet depuis mars.

Partenord en pleine forme, mais...

Le premier bailleur social du Nord (53 000 logements, 850 salariés) a une trésorerie « particulièrement élevée » et une bonne situation financière, mais cela pourrait se gâter. C'est l'une des conclusions du dernier rapport de la Chambre régionale des comptes, qui souligne que son parc est relativement ancien et nécessitera des investissements de rénovation énergétique, et que « sa dette pourrait être impactée par l'évolution du contexte économique et inflationniste ». Son encours, présenté comme soutenable, représentait en 2021 pas moins de 19 années de désendettement contre 13 ans en 2018. Le rapport pointe aussi une absence de gestion prévisionnelle des emplois et compétences face à une pyramide des âges pourtant vieillissante et un taux d'absentéisme élevé.

Votre Top 5

LES ACTUS LES PLUS LUS SUR NOTRE SITE ECO121.FR

- 1 **Disparition du capitaine d'industrie Antonio Molina**
- 2 **Rabot Dutilleul affiche une activité en pleine croissance**
- 3 **Crédit Agricole Nord de France : Gabriel Hollander succède à Bernard Pacory à la présidence**
- 4 **Les business clubs remplissent Lille Grand Palais avec Platini**
- 5 **Batteries : derrière ProLogium, l'arrivée du chinois XTC**



BYD, LE RETOUR ?

Le numéro deux mondial du véhicule électrique, le chinois BYD, s'apprête à investir massivement en Europe et la France est dans sa *short list*, selon la presse anglo-saxonne. L'industriel recherche un site proche d'un port. On se souvient que BYD avait logé une usine de bus électriques à Beauvais ces dernières années, avant de la fermer en catimini. L'usine, qui devait créer 1 000 emplois, n'aura sorti en tout et pour tout que 30 bus de ses lignes avant de mettre la clé sous la porte en 2021...

REVITALISATION DU HAINAUT

La Banque des Territoires est en cours de constitution d'une foncière de revitalisation économique du Grand Hainaut, en partenariat avec la CCI. Elle serait plus spécialement focalisée sur les commerces de centre-ville et le petit immobilier à vocation économique.

IRD

**POUR
LE SUCCÈS DE
L'ENTREPRENEUR.**

**POUR
LA RÉUSSITE
DU TERRITOIRE.**

Dans un monde qui a besoin d'audace et d'initiatives innovantes face aux défis économiques, sociétaux et environnementaux, l'IRD invente depuis 1956 les solutions en réponse aux entrepreneurs pour développer leur business.

En complément du monde bancaire, institutionnel ou politique, l'IRD milite pour un entrepreneuriat facilité et engagé, pour que puissent émerger et aboutir les projets porteurs de sens et d'avenir.

L'IRD s'appuie sur l'expertise de plus de 50 collaborateurs aux compétences et aux valeurs reconnues, pour accompagner les transformations économiques, sociétales et environnementales de nos entreprises et de nos territoires.

NOS MÉTIERS

**IRD
INVEST**

IRD INVEST
Capital investissement

**IRD
IMMO
IMMO**

IRD IMMO
Immobilier d'entreprises

IRD M&A

IRD M&A
Fusions-acquisitions

IRD SOLUTIONS

IRD Solutions
Conseil stratégique
et démarche RSE

LE TOP FILIÈRE IMAGE : LUMIÈRE SUR LES HAUTS-DE-FRANCE !

La région a vu cinq projets structurants de sa filière image labellisés dans le cadre de l'appel à projets national « *France 2030, La Grande Fabrique de l'Image* ». Les résultats ont été dévoilés fin mai par la ministre de la Culture Rima Abdul Malak lors du Festival de Cannes. Ont été retenus, le projet Union Studios qui vise à créer, sur le site Caulliez à Tourcoing, l'un des plus gros complexes dédiés à l'industrie audiovisuel au Nord de la France, la Séries Mania Institute, l'école créée par le Festival Séries Mania qui entend former les futurs talents à la tête des séries de demain. Mais aussi, le studio Cybergroup Studios de Roubaix qui ambitionne de devenir l'un des leaders européens de production de programmes d'animation en temps réel, le projet commun de Kazoo et ArtFX de création de la future école de la seconde chance Stretch et enfin le projet d'agrandissement et de modernisation des studios d'Arenberg Creative Mine à Wallers. Le détail sur www.eco121.fr



« C'EST UN NOUVEAU
COUP DE SEMONCE POUR
LES SALARIÉS QUI
SERONT TOUCHÉS ET QUI
VIVENT DÉJÀ DES MOIS
DIFFICILES AVEC
L'INFLATION »

Frédéric Specque,
délégué CGT chez Arc France, alors
que le géant verrier a annoncé la mise
à l'arrêt de deux fours face à la chute
des commandes.

LE FLOP FERROVIAIRE : GROS COUP DE FREIN POUR VALDUNES



Le groupe chinois Ma Steel a annoncé le 4 mai dernier l'arrêt de ses financements envers Valdunes, seul producteur français et nordiste de roues forgées, d'axes et d'essieux pour l'industrie ferroviaire, dont il est le principal actionnaire. Le jour-même les 340 salariés de Valdunes se mettaient en

grève, cessant l'activité des deux usines situées à Trith-Saint-Léger et Leffrinckoucke. Quelques jours plus tard, dans un entretien à La Voix du Nord, Emmanuel Macron promettait de « *se battre jusqu'au dernier quart d'heure pour Valdunes* » et lui trouver un éventuel repreneur. Le 17 mai, la CGT de Valdunes Leffrinckoucke rencontrait la direction. Faute d'accord trouvé pour une reprise de l'activité, les salariés ont donc décidé de poursuivre leur grève. Affaire à suivre.

"LA POSE DE LA PREMIÈRE PIERRE DU FUTUR CAMPUS PÔLE 3D, ICI, EN HAUTS-DE-FRANCE, EST UNE ILLUSTRATION CONCRÈTE DES PERSPECTIVES QUI S'OUVRENT POUR LE SECTEUR DE L'IMAGE DANS NOTRE RÉGION"

Xavier Bertrand,

à l'occasion du lancement symbolique de ce programme de la Catho, sur la zone de l'Union, à Tourcoing, qui accueillera 650 étudiants dès 2025

"LE TERRITOIRE EST EN TRAIN DE RÉUSSIR SA MUTATION, NOTAMMENT LE DUNKERQUOIS"

Olivier Camau,

directeur régional de la Banque des Territoires, lors de la présentation de son bilan 2022.

"SI L'ENTREPRISE A ÉTÉ RACHETÉE UNIQUEMENT PAR PRÉDATION, IL FAUT QUE LA JUSTICE FASSE SON TRAVAIL"

Geoffroy Roux de Bézieux,

président du Medef, sur Europe 1, à propos du fabricant de roues et d'essieux ferroviaires Valdunes délaissé par son actionnaire chinois.



« IL FAUT RENDRE NOTRE RÉGION PLUS VISIBLE, PLUS LISIBLE ET PLUS DÉSIRABLE »

François Decoster,

vice-président à la Région, lors du lancement de Hauts-de-France International, à la CCI de région, le 23 mai.



"ELLE ÉTAIT DG ET LUI DAF. ENSEMBLE, ILS ONT RÉALISÉ L'UN DES PLUS BEAUX SAUVETAGES D'ENTREPRISE EN FRANCE. LE TOUT EN PARTAGEANT LA CRÉATION DE VALEUR AVEC LES SALARIÉS "

Mathieu Colombarini,

de Turenne Investissement, sur le retournement de la Redoute par Nathalie Balla et Eric Courteille, jusqu'aux 100 M€ du rachat partagés les 1000 salariés.

5 JUIN : Conférence du Club

TGS France « Transformer

la pression en énergie

positive », 18h, Cité des

Echanges

6 AU 8 JUIN : Salon Enviro Pro,

dès 9h, Gayant Expo Douai

7 JUIN : Soirée Invest'Innove,

17h30, siège Banque

Populaire du Nord

8 JUIN : Rencontres

Entreprises et Territoires,

10h-16h, Hippodrome de

Marcq-en-Baroeul

22 JUIN : CEO Academy

d'Eurasanté, 18h

29 JUIN : Les Rencontres de

l'Alliance (uniquement sur

invitation), EuraMaterials,

Tourcoing

6 JUILLET : Université

des Entrepreneurs « Futur

proche », Cité des Échanges

BPIFRANCE

Pierre Challan Belval est le nouveau directeur régional Amiens de Bpifrance. Maître en sciences de gestion, il débute à la banque publique d'investissement en 2010 comme apprenti. L'année suivante, il est nommé chargé d'études Garantie à la direction régionale de Reims. Entre 2013 et 2017, il rejoint la direction régionale de Bpifrance à La Défense comme chargé d'affaires Financement puis accède aux fonctions de délégué Innovation. Son dernier poste.

**VILOGIA**

Frédéric Lauprêtre rejoint le bailleur Vilogia comme directeur de l'accompagnement

stratégique. Il aura pour principale mission de piloter le projet stratégique du groupe. L'ingénieur de polytech débute sa carrière en 1995 comme ingénieur financier chez Commerz Financial Products. Avant de participer, cinq ans plus tard, à la création de Fortuneo en tant que spécialiste produits. Trois ans plus tard, il rejoint Edmond



de Rothschild comme responsable des fonds structurés puis devient directeur du développement durable en 2010. Il fonde le cabinet de conseil Impact Logement en 2014, est nommé directeur des études d'Action Logement en 2018 et enfin directeur de la stratégie patrimoniale en 2020.

PICARD SERRURE

A 55 ans, **Fabrice Véront** vient d'être nommé directeur général de Picard Serrures, fabricant français de serrures de haute sécurité, basé à Feuquières-en-Vimeu (Somme). Il succède à ce poste à Thierry Delaume qui a pris sa retraite. Ingénieur des Arts & Métiers en Productique, Fabrice Véront a commencé sa carrière au sein de Whirlpool



France, avant d'intégrer Valeo Amiens comme Responsable méthode travaux de l'atelier tôlerie. En 2001, il a intégré la société Pinet Industrie, spécialiste de la conception et de la fabrication de charnières et verrouillages, en tant que directeur technique durant 11 ans. Une fonction qu'il a

également occupée chez Dény Security, avant de finalement rejoindre Picard Serrures.

DIOCÈSE DE LILLE

Mgr Laurent Le Boulc'h est nommé archevêque de Lille par le pape François. Il succède à Mgr Ulrich parti rejoindre le Diocèse de Paris.



Ce Breton de 62 ans, diplômé d'une licence canonique de théologie à l'Institut catholique de Paris, a été ordonné prêtre pour le diocèse de Saint-Brieuc en 1988. Depuis 2013, il était évêque de Coutances en Normandie.

PORTRAITS **EXPRESS****LEROY MERLIN****Agathe Monpays**

Une Armentéroise à la tête du n°1 français du bricolage

Agathe Monpays n'a que 28 ans et s'apprête à tenir, en septembre prochain, les rênes de Leroy Merlin France. L'enseignante de l'Association Familiale Mulliez, numéro un français du bricolage, compte 144 magasins pour 9 Mds€ de chiffre d'affaires. Agathe Monpays succédera à Thomas Bouret, nommé directeur du développement international d'Adeo, maison-mère de Leroy Merlin. Diplômée de l'IESEG, la jeune femme est un pur produit de la galaxie Mulliez. Elle a été dès 2014 chargée d'opérations marketing chez Happychic (Bizzbee, Brice, Jules). Avant de rejoindre Leroy Merlin en 2016 comme chef de secteur au magasin de La Sentinelle, à Valenciennes, puis directrice du magasin de Tourcoing en 2020. Avant de prendre deux ans plus tard la direction générale de Leroy Merlin Grèce et Chypre. Son dernier poste.

**BONDUELLE****Xavier Unkovic**

Un expert du marché américain comme Dg

A 57 ans, Xavier Unkovic enfle le costume Dg de Bonduelle. En lieu et place de Guillaume Debrosse, arrivé en 2018 et de qui le géant familial nordiste du légume s'est séparé « d'un commun accord » début mai. Maître en management et finance de Paris School of Business, Xavier Unkovic est un fin connaisseur du marché nord américain où Bonduelle connaît de grandes difficultés. Après une brève expérience comme consultant chez Deloitte à Paris, il s'envole aux États-Unis en 1992 pour rejoindre Royal Canin. Il est nommé Dg du groupe pour les États-Unis et le Canada en 1999. Dix ans plus tard, Xavier Unkovic rejoint le groupe Mars à la direction de la branche boisson pour l'Amérique du Nord puis pour le monde en 2013. Il prendra la présidence d'Amy's Kitchen, basé à San Francisco, en 2017. Avant d'être nommé Pdg en 2020. L'année suivante, retour en France où il est nommé Dg de Naos qui détient les marques Bioderma ou encore Institut Esthederm.

ET SI RÉUSSIR C'ÉTAIT TRANSMETTRE AUTREMENT ?

#FINANCE DURABLE

Être une banque responsable, c'est accompagner nos clients vers un avenir durable, intégrer les enjeux environnementaux dans nos actions et soutenir la société qui nous entoure. C'est agir aujourd'hui comme si c'était déjà demain.

Imaginons l'avenir



Neuflyze OBC
ABN AMRO



Un an à peine après sa création, la start up tech lilloise VizioSense, spécialisée dans la reconnaissance visuelle, est fin prête à *scaler*. Elle vient de boucler un tour de table d'1,4 M€ - son tout premier - auprès du start up studio Alacrité France à Lille, du réseau européen BeAngels et du fonds canadien Wesley Clover, détenu par Sir Terry Matthews, également à l'initiative du réseau Alacrité. Plusieurs investisseurs privés français et internationaux ont aussi participé à la levée de fonds. En parallèle, la start up a décroché la Bourse French Tech Emergence de Bpi.

VizioSense développe des capteurs optiques basés sur l'intelligence artificielle pour détecter, compter, suivre et segmenter les flux de personnes et d'objets en temps réel. La technologie de la jeune pousse traite les images collectées directement dans les capteurs et non sur un cloud. De quoi assurer « la protection de la vie privée des individus sans compromettre la précision des données remontées », souligne la société, incubée à la fois chez Alacrité France et au campus Station F, créé par Xavier Niel à Paris.

DÉPLOIEMENT ET INDUSTRIALISATION

Avec ses nouveaux fonds, VizioSense prévoit d'accélérer le

déploiement de sa toute première solution développée pour le stationnement intelligent, VizioPark. Le système réalise une remontée d'informations en temps réel sur le taux d'occupation d'un parking et le temps de stationnement par place. VizioPark s'adresse aux collectivités, aux opérateurs de transport et aux gestionnaires de parkings publics, parkings relais, aéroports ou centres commerciaux. VizioPark a notamment séduit la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois mais aussi les villes

SA SOLUTION DE COMPTAGE EN TEMPS RÉEL DE PERSONNES ET DE VÉHICULES SERA LANCÉE DÈS CE MOIS DE JUIN

de Pétange et Ettelbruck pour améliorer la gestion de leurs parkings, fluidifier le trafic et réduire les émissions de CO₂. VizioSense entend également industrialiser VizioCount, sa solution de comptage en temps réel de personnes et de véhicules pour optimiser la gestion de la mobilité urbaine, qui sera lancée courant juin. Enfin, la start up créée par Maxime Schacht, expert en IoT passé entre autres par Samsung Electronics, et Amine Bourki, chercheur en vision par ordinateur et IA, souhaite renforcer ses équipes avec des profils de chercheurs et d'ingénieurs. VizioSense emploie à date 13 personnes.



Save the date !

7 juin

Le Microsoft Tour « Start up & éditeurs » fait étape à Lille au sein d'Euratech pour une après-midi spéciale IA. Au programme dès 14h : tour de table, retour d'expérience, présentation de programmes et échanges autour de l'OpenAI, ChatGPT, Dall-E ou Codex.

Un événement ouvert aux éditeurs de logiciels, start up, dirigeants, directeurs technique... et tous les passionnés de la tech.

12 juin

Événement « SpaceTech & Ruralité » d'Euratechnologies et du Centre national d'études spatiales.

De 9h30 à 16h30 au Palais de Fervagues à Saint-Quentin.

Ferroviaire : Everydens lève 6 M€

Youness Lemrabet a fondé Everydens à Lille en 2015 pour concevoir le tout premier logiciel de gestion des flux de fret

ferroviaire. Avec pour objectif de rendre ce mode de transport plus fiable, performant et accessible aux industriels. La jeune pousse qui ambitionne de décarboner le transport de marchandises vient de lever 6 M€ en série A auprès du fonds Alter Equity, de Rev3 Capital et d'un pool de business angels. L'enveloppe alimentera le déploiement d'Everydens en Europe, principalement en Allemagne, en Autriche et en Suisse où le ferroviaire est « deux fois plus développé qu'en France ». Everydens vient d'ouvrir un bureau à Duisbourg en Allemagne, en plus de ceux situés sur le parc d'Euratech et à

Paris. Les fonds récoltés lui permettront également de poursuivre ses investissements en R&D. L'entreprise vient d'annoncer la création d'un calculateur CO₂ qui permet aux industriels de mesurer l'impact carbone de leurs expéditions. Parmi ses clients, Everydens compte ArcelorMittal, Cargill ou encore TotalEnergies. Elle emploie 64 salariés et prévoit une vingtaine de recrutements d'ici à 2024.

400 K€

C'est le montant investi par la start up agroalimentaire Ferm Fabrik dans son nouvel outil de production. La société des deux



©Retazzi shake

INDUO INTÈGRE L'ACCÉLÉRATEUR EUROPÉEN D'AMAZON

**INDUO RECHERCHE 7 M€
POUR CRÉER UNE LIGNE
DE PRODUCTION DE
FIBRES DE VISCOSE D'ICI
À 2026. AVANT L'USINE
ESPÉRÉE POUR 2030.**

agriculteurs Charles Delbaere et Pierre-Louis Lambert a mis en route ses lignes de chips de blé et lentilles picards à Itancourt, dans l'Aisne, dans les locaux de Maggi (groupe Nestlé). Créée en 2021 et incubée à Euralimentaire, Ferm Fabrik promet, grâce à un procédé innovant, des chips cuites sans friture et avec 60% de matières grasses en moins par rapport aux chips classiques.



Celle qui s'est fait connaître pour son tissu déperlant et anti-tâche a tapé dans l'œil du géant américain du e-commerce Amazon. La start up nordiste Induo a été sélectionnée par un panel d'experts du capital-risque et du développement durable, et parmi 1 500 candidats, pour rejoindre la seconde édition de l'Amazon Sustainability Accelerator. 15 autres start up, venues des quatre coins d'Europe et du Royaume-Uni, ont été désignées lauréates. Toutes ont reçu un don de 12 K€ et tout comme Induo — seule start up française sélectionnée — elles suivront un programme intensif de trois mois. Dont trois semaines obligatoires dans l'un des sièges d'Amazon situés à Londres et Berlin. Au programme : ateliers, stages et conférences d'experts spécialisés dans la croissance des start up, l'innovation climatique et la durabilité, l'e-commerce et le recyclage. Avec un accompagnement spécifique selon la catégorie de sélection des jeunes pousses, « produits de grande consommation » ou « technologies de recyclage ». C'est dans cette dernière que l'entreprise de Pauline Guesné et Sébastien François a été retenue pour son procédé Refact. Une technologie de rupture qui permet le recyclage de vêtements usagés pour la création de fibres de viscose entièrement recyclées et recyclables, aussi qualitatives que des fibres de viscose vierges.

« Notre technologie est prête et notre entreprise est prête à monter en puissance, confie Pauline Guesné. Nous sommes experts dans notre activité mais pas dans la recherche de levée de fonds ! » Raison pour laquelle Induo a candidaté à l'accélérateur d'Amazon.

PHASE INDUSTRIELLE

La start up recherche actuellement 7 M€. De quoi lui permettre de sortir de ses labos sa technologie Refact pour la faire passer en phase industrielle. Induo prévoit dans un premier temps de créer une ligne de production d'ici à 2026 d'une capacité de « quelques tonnes » de fibres de viscose. En parallèle, l'entreprise créée en 2016 travaillera sur la création d'une usine, espérée pour 2030, idéalement en Hauts-de-France, qui portera la capacité de production à 80 000 tonnes annuelles destinées aux spécialistes de la transformation de fibres textiles.

En août dernier, Induo a quitté ses locaux historiques au CETI à Tourcoing pour un site de 700 m² sur la zone de la Pilaterie à Villeneuve d'Ascq. Elle emploie 18 personnes, le double de l'an dernier. Les jeunes dirigeants ne souhaitent pas communiquer leur chiffre d'affaires mais assurent être aujourd'hui rentables grâce à leur tissu innovant, produit phare exporté dans 25 pays.



ENQUÊTE

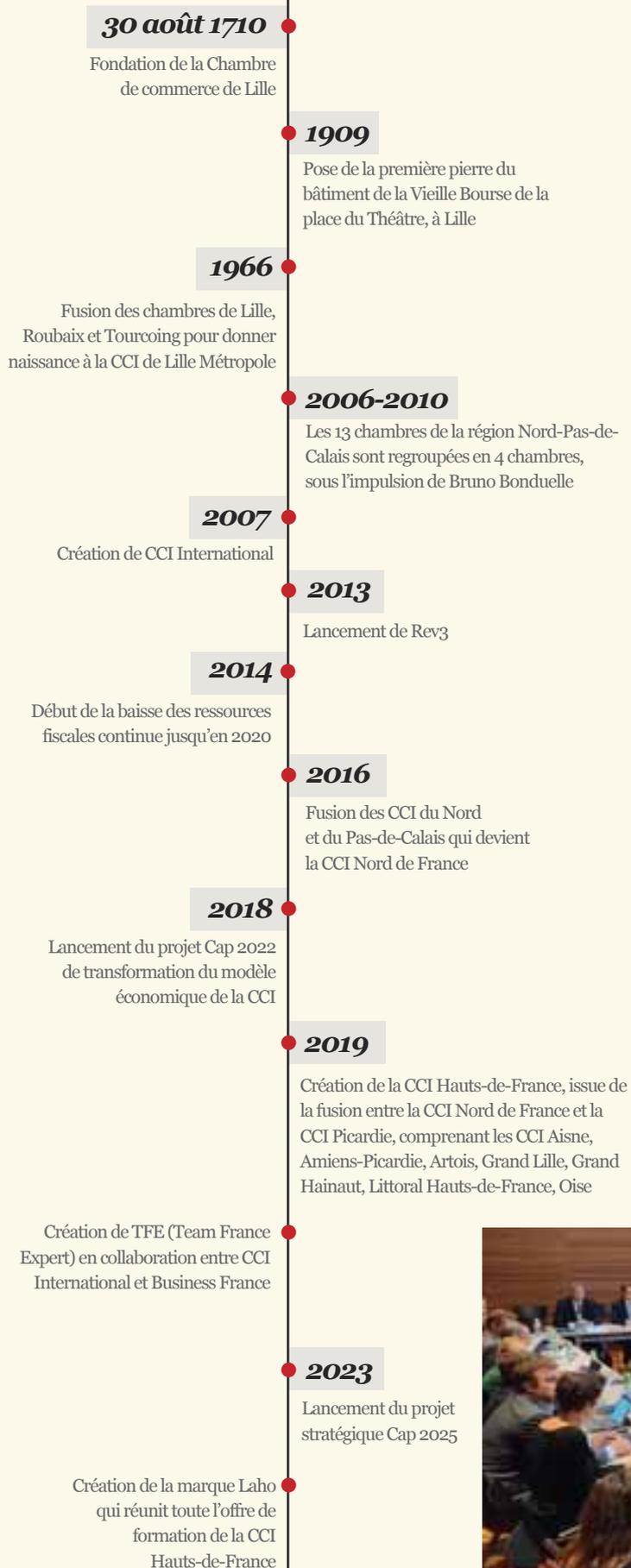
A QUOI SERVENT ENCORE LES CHAMBRES DE COMMERCE ?

La baisse des ressources étatiques a contraint les chambres consulaires à un aggiornamento complet ces dernières années. Avec un nouveau modèle de fonctionnement, pour les faire entrer dans une logique d'entreprise. La multiplicité des crises récentes leur a donné un regain de légitimité. Eclairage.

TEXTES Yann Suty

Le couperet est passé près. Au point que certains pensaient que les chambres de commerce allaient disparaître. Encore récemment, la Cour des Comptes, dans son rapport du 18 mars 2021, les critiquait sévèrement. La juridiction financière pointait leur rôle « *marginal* » auprès des entreprises pendant la crise sanitaire, qui aurait surtout consisté à « *délivrer gratuitement de l'information* ». Elle dénonçait aussi une connaissance superficielle du marché économique, en raison d'investissements insuffisants en matière de formation des collaborateurs. Dans leurs conclusions, les magistrats de la rue Cambon recommandaient « *une évaluation complète et sans tabou de l'utilité des réseaux consulaires pour les entreprises* », qui « *devra permettre de vérifier la légitimité du maintien du financement public* ». En 2014, le gouvernement de Manuel Valls avait déjà décidé de réduire drastiquement leurs dotations fiscales. Auparavant, la contribution publique représentait 50% du budget de la CCI Hauts-de-France. Un ratio tombé à 30%. A la CCI Grand Lille, elle a chuté de 40%. Mais cette baisse était sans doute un mal nécessaire pour que les institutions consulaires s'interrogent sur leur fon-

L'histoire des CCI de région en 11 dates



tionnement et engagent leur aggiornamento. « Les CCI se sont comportées pendant un certain nombre d'années à la manière de notables et d'institutions, elles n'ont pas voulu se remettre en cause », estime Philippe Vasseur, ancien président de CCIR.

Pour compenser, des plans drastiques d'économie ont été mis en place. A la CCI Hauts-de-France, une partie du patrimoine immobilier a été cédée et plus de 200 collaborateurs ont été licenciés. « Chaque CCI de la région a dû apporter sa contribution au plan social, témoigne un ancien cadre. Malheureusement, des compétences très importantes ont été perdues, car de nombreux seniors sont partis. » « La mission de développement des pôles économiques est un peu moins forte en raison de la baisse des dotations de l'Etat », ajoute Yann Orpin, le président du Medef Lille Métropole.

CHANGEMENT DE MODÈLE ÉCONOMIQUE

« Un changement de modèle économique s'imposait, avec une augmentation des ressources privées », détaille David Brusselle, le directeur général de la CCI Hauts-de-France. Les collaborateurs ont été formés à la relation client. « On a mis quatre ans à le faire. Tous nos collaborateurs sont désormais dans une logique de soutien aux entreprises et de facturation, tout en restant très attachés au statut d'établissement public de la CCI. » « On devient une entreprise », relève Aurélie Vermesse, la présidente de la CCI Grand Lille. « Aujourd'hui, une autre trajectoire est trouvée et les CCI ont des capacités de démontrer qu'elles servent à quelque chose », se félicite Philippe Vasseur. La succession de crises (Brexit, covid-19, inflation, Ukraine, énergie) a aussi obligé les CCI à revoir leur façon de travailler. « La crise sanitaire a accéléré la proximité et notre volonté de servir les entreprises en mode task forces, avec la Région et l'ensemble des acteurs locaux », explique Philippe Hourdain, le président de la CCI de région. Pour Yann Orpin, « la baisse budgétaire oblige les CCI à travailler avec d'autres organismes, tels que le Medef ou les confédérations d'artisans. On n'a plus les moyens de porter seul les sujets. » →

Avec les successions de crises, la CCIR a développé un mode de fonctionnement sous la forme de *task forces* collectives



→ LOBBYING

Aujourd'hui, la CCI des Hauts-de-France (comme toutes les CCI) a trois missions fondamentales : le conseil aux entreprises, la formation, la gestion et le développement d'infrastructures (ports, aéroports, parc d'activités). Philippe Hourdain en ajoute une quatrième, représenter les entreprises, « non dans une logique syndicale, mais pour présenter leurs différences et leurs besoins à divers interlocuteurs. Pour que cette quatrième mission réussisse, il est impératif que les trois missions fondamentales fonctionnent. » « On essaie d'être le plus présent possible auprès des politiques pour défendre les entreprises, en faisant du lobbying », commente Aurélie Vermesse.

Le conseil passe par la publication d'un guide des services aux entreprises, ou bien par le site Internet Les-aides.fr recensant les dispositifs dont peuvent bénéficier les entreprises. Sur les 170 000 à 180 000 établissements des Hauts-de-France, la CCI en accompagne 15 000 chaque année.

40 000 personnes sont formées annuellement par la CCI Hauts-de-France, ce qui en fait le deuxième acteur de la formation régionale après l'Education Nationale. Cette offre est scindée en deux, entre la nouvelle marque Laho, qui chapeaute tous les établissements gérés par la CCI, et les filiales (Sup de Co Amiens, CEPI...). « Pour une grande partie de leur activité, les CCI sont en concurrence avec le privé, relate l'ancien cadre de la CCI Hauts-de-France. Leur valeur ajoutée n'est pas énorme, d'autant plus qu'elles sont soumises à certaines règles, comme celles des marchés publics. Même si le niveau des formations proposées par les CCI est bon, la quasi-totalité d'entre elles sont aussi assurées par des organismes privés. Si les CCI disparaissaient demain, leur place serait facilement prise. »

LA SEULE FUSION INTÉGRALE

L'international est l'une des missions prioritaires de la CCI Hauts-de-France, avec CCI International. « Les entreprises qui résistent le mieux aux crises sont celles qui innovent et celles qui vont à l'international, explique David Brusselle. On veut qu'il y ait plus d'exportateurs et plus d'exportations. » C'est dans cette perspective qu'a été créé TFE, Team



La CCI porte depuis 2003 le pôle d'excellence logistique Euralogistic, dont le siège est sur le site Delta 3 à Dourges



“LA CRISE SANITAIRE A ACCELERÉ LA PROXIMITÉ ET NOTRE VOLONTÉ DE SERVIR LES ENTREPRISES EN MODE TASK FORCES”

Philippe Hourdain, président de la CCI de Région

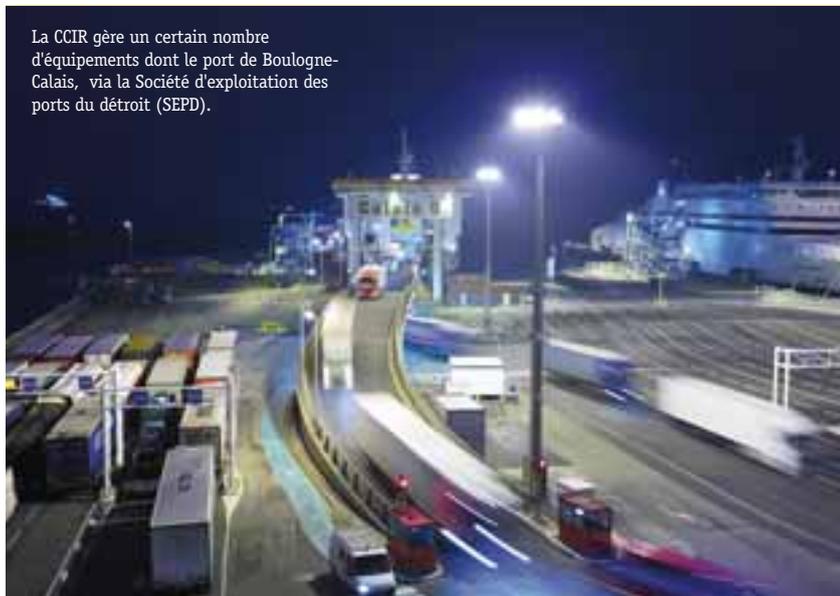
France Export, en collaboration avec Business France. Aujourd'hui, la région compte 12 000 exportateurs. 1 600 entreprises sont accompagnées chaque année.

La CCI Hauts-de-France est la seule structure consulaire de l'Hexagone qui ait intégralement fusionné. Le mouvement avait été lancé dès 2006-2010, avant la baisse des dotations. De 13 chambres à l'époque, la carte s'est simplifiée à une CCI de région, 7 CCI territoriales et 25 agences. « C'est un modèle unique qui s'appuie sur deux piliers, la proximité à l'entreprise et la stratégie régionale, expose David Brusselle. On travaille dans la collégialité. Tout le monde est associé à la réflexion. Avant, il y avait 18 budgets, maintenant il n'y en a plus qu'un, piloté par une seule direction générale. » « Un programme peut être rapidement mis en œuvre. C'est un marqueur, mais aussi une source de légitimité », ajoute Philippe Hourdain.

LA NOTION DE TERRITOIRE RESTE FONDAMENTALE

Mais pourquoi ce modèle « unique » n'a-t-il pas fait florès en France ? Ne peut-il pas entraîner des décisions trop centralisées ? « On n'avait pas le choix pour la fusion, se rappelle Philippe Vasseur, mais la contrepartie, c'est qu'il faut des modes de gouvernance très transversaux. La notion de territoire reste fondamentale. Le jour où elles perdent leur dimension locale, les CCI ne servent plus à rien. » Le pilotage fin de la gouvernance est d'autant plus nécessaire dans les Hauts-de-France que le monde patronal y compte un autre acteur incontournable -et unique en France, le campus Entreprises & Cités, et son arsenal d'outils de développement territorial. Alors qu'une chambre de commerce est une institution qui lève l'impôt, sous la tutelle du préfet, Entreprises & Cités est privée. « Notre originalité, c'est d'être une organisation patronale », assume Jean-Pierre Letartre, son président. Son action est cousine de celle des CCI. « Nous avons de très bonnes relations avec les chambres de commerces, et on est prêt à faire plus de choses ensemble. » Un discours qui rejoint celui de Philippe Hourdain : « On ne travaille pas assez ensemble. Il faut progresser là-dessus. » Le message est passé.

La CCIR gère un certain nombre d'équipements dont le port de Boulogne-Calais, via la Société d'exploitation des ports du détroit (SEPD).





Filière Start Innovation CIC
Un réseau de spécialistes
qui accompagnent l'innovation
aux 4 coins de la France.



Construisons dans un monde qui bouge.



RUBIKA : LE PARI GAGNANT DE LA CCI DU GRAND HAINAUT

Depuis 1988, l'école valenciennaise forme des créatifs de haut niveau dans les secteurs de l'animation, du jeu vidéo et du design industriel. Avec une recette gagnante, désormais sous statut associatif, déployée à l'international.

Après l'effondrement voire la disparition de ses industries de charbon et sidérurgiste, le Valenciennais a connu une crise économique globale, profonde et durable. Avec un chômage de masse qui tournait autour des 20% dans l'agglomération dans les années 80. C'est à cette époque, dans une espérance de diversification économique vers le tertiaire, que la CCI de Valenciennes lance l'Institut Supérieur de Design et Supinfo-com. Rejoints par Supinfogame en 2001. La promesse de la Chambre consulaire ? Former des talents de la création numérique. « *C'était un vrai pari car, dans les années 80, c'était une filière inexistante en région, en France, voire à l'international* », raconte Stéphane André, directeur de l'école Rubika, née en 2013 de la fusion des trois écoles valenciennes.

Sous l'égide de la CCI rebaptisée du Grand Hainaut, l'établissement supérieur a su transformer l'essai. Rubika rayonne désormais bien au-delà de ses terres natales. Installée au cœur de la Serre numérique, sur une ancienne friche de Vallourec-Mannesmann, l'école compte trois autres campus. A Montbéliard (Bourgogne-Franche-Comté), en Inde, après quelques dé-

boires, et au Canada. L'établissement a également noué des partenariats avec une dizaine d'universités de l'Hexagone et dans le monde.

STATUT ASSOCIATIF DEPUIS FIN 2021

Pas moins de 1 300 étudiants suivent chaque année les formations Bac+5 en animation 2D-3D, jeux vidéo ou design industriel. Des enseignements assurés par des intervenants issus du monde professionnel et sur lesquels Rubika s'appuie pour créer, faire évoluer et adapter ses programmes. « *C'est ce qui nous permet d'être en perpétuelle évolution et en adéquation avec les besoins du marché* », poursuit Stéphane André. Résultat : l'école affiche un taux de placement de 90% chez des industriels, dans des bureaux de conception ou encore dans des studios de jeux vidéo ou de films d'animation tels que Pixar, Sony Imageworks ou Ubisoft. Tout au long de leur cursus, les étudiants de Rubika sont mis en situation réelle et travaillent en mode projet. Leur apprentissage est renforcé avec des périodes de stage de plusieurs mois à l'étranger. Une pédagogie que Rubika a adoptée dès ses débuts et qui a prouvé son efficacité. « *Si bien qu'elle a depuis*

été reprise par nos concurrents ! », assure le directeur de l'établissement qui cumule plusieurs dizaines de prix et récompenses remportés depuis sa création.

Rubika a quitté fin 2021 la tutelle de la CCI du Grand Hainaut pour adopter un statut associatif. Pour autant, la CCI demeure au sein du conseil d'administration ■ **Julie Kiavué**

FORMER DE NOUVEAUX PROFILS

Rubika vient d'associer son expertise à celle de l'école de commerce lilloise IESEG pour lancer, dès la rentrée 2024, une toute nouvelle formation : un Bachelor (Bac+3) intégrant management, technologie et design. Ce programme sera délivré, entièrement en anglais, sur le site lillois de l'IESEG et le campus valenciennais de Rubika. Les étudiants seront amenés à se rendre sur les campus étrangers de Rubika. Ils devront obligatoirement réaliser trois stages à la fin de chaque année scolaire. « *C'est un programme inédit et plus large que ceux historiques*, indique Stéphane André. *L'objectif est de former de tout nouveaux profils amenés à travailler dans d'autres industries que celles qui accueillent déjà nos étudiants* ».

LA CCI DE L'OISE VEUT CONTINUER À PILOTER L'AÉROPORT DE BEAUVAIS



Le 10e aéroport français a accueilli 4,5 millions de passagers l'an dernier.

Alliée à Transdev et désormais au groupe NGE, la CCI de l'Oise est candidate à sa propre succession pour la gestion de la première plateforme low cost de France, dont la concession sera renouvelée, fin 2023, pour trente ans.

Les noms des quatre candidats à l'exploitation de l'aéroport de Beauvais, dixième plateforme française en termes de passagers, sont connus depuis quelques semaines : Vinci Airport, n°1 mondial du secteur ; l'italien Save, gestionnaire des aéroports de Venise ou Trévise ; le groupement composé d'Égis airport operation, de Bouygues, et du Groupe des aéroports de la côte d'Azur. Sans oublier bien sûr, la CCI de l'Oise, pilote historique de l'infrastructure, dont elle a assuré le développement, d'abord seule, puis à partir de 2008 au sein de la Société aéroportuaire de gestion et d'exploitation de Beauvais (SAGEB), détenue à 51% par la CCI et à 49% par Transdev, filiale de la Caisse des dépôts. Pour conforter leur offre, les deux délégataires ont, cette fois, décidé de s'adosser à un nouveau partenaire. En l'occurrence, le géant du BTP, NGE qui totalise 16 000 collaborateurs pour un chiffre d'affaires de 2,8 mds €. Pour l'emporter, la chambre consulaire mise sur son bilan : sous sa direction, l'aéroport low cost a passé le cap des 4,5 millions de passagers en 2022 et est devenu rentable. Son bénéfice a avoisiné les

4 M€ l'année dernière pour un de chiffre d'affaires de 80 M€. Selon le président de la CCI, Philippe Bernard, l'objectif est d'optimiser les retombées économiques liées au développement de l'infrastructure - sa fréquentation pourrait doubler d'ici 2050 - tout en limitant ses impacts, environnementaux notamment.

« Les avions consomment de moins en moins de carburant, font de moins en moins de bruit. Demain, ils fonctionneront à l'hydrogène », prédit le président. Qui vient d'ailleurs de cosigner une lettre ouverte au SMABT, le syndicat mixte propriétaire de l'aéroport, avec ses homologues des chambres des métiers et d'agriculture, ainsi qu'avec ceux des syndicats patronaux locaux. « L'aéroport représente aujourd'hui 3 400 emplois induits et 1 200 emplois directs, occupés à plus de 80% par des habitants du département de l'Oise. D'ici 2030, son développement, qui doit servir les entreprises locales, permettra d'atteindre l'objectif de 1 500 emplois directs et de plusieurs milliers d'emplois indirects », insistent les signataires.

OPPOSITION DE RIVERAINS ET D'ASSOCIATIONS

L'envol du site n'est pas, en effet, sans provoquer de farouches oppositions de la part des riverains et des associations environnementales qui dénoncent les nuisances sonores et redoutent un "développement incontrôlé" du site. Toutes les parties ont été reçues, le 15 mai dernier, par les élus du SMABT qui devront très prochainement choisir le futur gestionnaire de l'équipement, désigné pour les trente prochaines années ■ Guillaume Roussange





REV3, UNE STRUCTURE HYBRIDE DÉDIÉE À LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

Le prospectiviste américain Jeremy Rifkin voulait faire du Nord-Pas-de-Calais une région laboratoire de la troisième révolution industrielle. La mission Rev3, structure hybride entre CCI et Région, porte aujourd'hui cette ambition.

Faire ensemble. Lancé en 2013 par la Région Hauts-de-France et la CCIR, suite au masterplan proposé par l'économiste Jeremy Rifkin, Rev3 a l'ambition de préparer la région à une économie de croissance durable et responsable à l'horizon 2050.

Un projet basé dès ses débuts sur la collégialité, sous la forme de «collectifs d'action» comprenant des animateurs (les équipes de Rev3), des industriels, des opérateurs d'infrastructures, voire des financeurs et des fabricants de technologies. «L'objectif est d'agrèger toute une filière sur une thématique et d'offrir les conditions pour concrétiser les sujets», explique David Brusselle, le directeur général de la CCI Hauts-de-France. «C'est ce qu'on a réussi avec notamment le biogaz (projet Corbi) et le solaire (Coresol).»

La mission Rev3 garde de ses origines un fonctionnement hybride. «La Région est un facilitateur, la CCI est un faiseur», remarque son président Frédéric Motte. La CCI accompagne les entreprises, via des actions de sensibilisation, mais aussi de diagnostics et de plans d'actions. Par exemple chez un commerçant cherchant à optimiser ou décarboner son énergie, à trouver des

processus de fabrication moins énergivore. Le Conseil Régional accompagne les collectivités et sensibilise les citoyens. Il mène aussi des actions *pro domo* comme l'installation massive de toits photovoltaïques dans ses propres lycées.

HAUT DE BILAN ET PRÊTS

Entre 2017 et 2022, 13 200 entreprises ont été accompagnées. Un chiffre à comparer aux près de 180 000 entreprises de la région. «Il faut faire beaucoup plus, martèle Frédéric Motte. L'urgence est de massifier, car les entreprises qui ne sont pas rev3 vont mourir : elles n'accéderont plus aux financements, ne trouveront plus de collaborateurs et n'auront plus de clients.»

Des outils financiers en haut de bilan ont été lancés, tel Rev3 Capital qui propose des tickets à 1, 2 et 3 M€, ou le livret d'épargne à taux bonifié Rev3, initié par la CCI et porté par le Crédit Coopératif. L'outil transforme cette épargne (80 M€ depuis son lancement en 2016) en prêts vers des entreprises régionales souhaitant réaliser des projets en lien avec Rev3. Et la mission a aussi lancé une Académie Rev3 qui forme, elle, les salariés aux problématiques du développement durable ■ Yann Suty

100 % ÉLECTRIQUE

RENAULT TRUCKS S'OCCUPE DE TOUT



ets-coquide.fr

RENAULT TRUCKS E-TECH

Analyse précise du besoin selon votre métier, solutions personnalisées intégrant l'ensemble des aides auxquelles vous êtes éligibles, installation de vos infrastructures de recharge... En tant que partenaire de votre décarbonation et spécialiste des énergies d'aujourd'hui et de demain, nous saurons vous proposer le meilleur plan d'actions pour votre transition énergétique.

Avec Renault Trucks, c'est tellement simple d'être branché !



ABONNEZ-VOUS EN LIGNE SUR WWW.ÉCO121.FR

03 55 33 21 05

Bulletin d'abonnement

OUI, je m'abonne au magazine Éco121 pour une durée de :

- 1 an (10 n°) au prix de 69€
- 2 ans (20 n°) au prix de 109€

+ Abonnement multiple : nous consulter (Tél. 03 55 33 21 05)



Règlement

- Par chèque : à l'ordre d'Ecopresse
- Par virement : Banque Caisse d'Épargne LILLE - IBAN : FR76 1627 5006 0008 0003 5417 520

NOM _____ PRÉNOM _____

SOCIÉTÉ / ORGANISATION _____

ADRESSE _____

CODE POSTAL _____

VILLE _____ TEL. _____

E-MAIL _____

éco 121

ECOPRESSE - PARC RIVÉD
300 RUE DE LILLE
69520 MARQUETTE-LEZ-LILLE

ALAIN

DI CRESCENZO

PRÉSIDENT DE CCI FRANCE

“ JAMAIS LES
ENTREPRISES
N'ONT EU
AUTANT BESOIN
DE NOUS ”

RECUEILLI PAR Olivier Ducuing

Le Président du réseau de 122 CCI françaises défend un modèle consulaire aujourd'hui largement reformaté après les coupes claires des dix dernières années. Et qui mène des actions d'intérêt général à un coût très inférieur à ce que ferait l'Etat en direct, selon lui. Rencontre.

Le réseau consulaire a subi ces dernières années des mises en cause financières, des crises multiples au point que certains annonçaient la mort des CCI. Où en êtes vous aujourd'hui ?

Les CCI en France, ce sont 9 000 chefs d'entreprises investis dont 4 400 élus, ce sont 14 000 collaborateurs dans 122 CCI dont l'une s'appelle CCI France. L'an dernier, nous avons accompagné pas moins de 419 000 porteurs de projets et de 593 000 entreprises, c'est-à-dire une entreprise toutes les sept secondes ! Et au-delà du volume, il faut aussi souligner la qualité du travail accompli. Le taux de satisfaction mesuré est de 8,1 sur 10, le taux de recommandation est aussi à 8,1%, selon une enquête Opinion Way

en 2022. Mieux, les entreprises accompagnées nous disent qu'elles ont vu leur chiffre d'affaires monter, qu'elles ont investi ou qu'elles ont embauché.

Les CCI ont donc toute leur raison d'être ?

On est dans une sorte de « bashing » envers les institutions. Mais les évaluations que je viens d'évoquer montrent qu'on s'en sort bien. Nous avons également d'autres activités. On l'oublie trop souvent, nous sommes le premier formateur après l'Education Nationale ! En 2022, nous avons formé 400 000 personnes, avec un taux d'insertion à plus d'un an de 77% en formation continue, et de 80% en formation initiale. Nous gérons aussi des ports, des aéroports, au total 500 équipements. Les collectivités disent que sans nous, elles ne sauraient pas faire.

Quel a été l'impact des réductions drastiques de vos ressources fiscales ces dernières années ?

Considérable. Nous comptons 25 000 salariés en 2013, nous nous sommes séparés de 11 000 collaborateurs ! La taxe pour frais de chambre est passée de 1,383 milliard d'euros à l'époque à 525 M€ l'an dernier.

On évoquait même une baisse pour atteindre 375 M€, il me semble...

C'était en effet une trajectoire envisagée un temps par le ministère de l'économie, mais on n'en parle plus. Si on veut tuer le réseau, on passe à ce niveau ! On ne peut pas regarder les millions d'euros comme ça. Il faut savoir que quand l'Etat met un euro, nous en générons deux.

Prenez le budget des CCI : les 525 M€ de la taxe représentent 30% de nos ressources. 43% proviennent de la facturation, principalement la formation, 8% des subventions, auxquelles s'ajoute la taxe d'apprentissage et les OPCO pour 18%.

Certains contestent parfois la présence des CCI dans le champ concurrentiel. Comment vous positionnez-vous sur ce plan ?

Nous sommes pleinement dans le champ concurrentiel dans le domaine de la formation. Après, la majorité de nos prestations aux entreprises sont gratuites. Il existe parfois un ticket

modérateur. Il existe très peu d'activités en concurrence directe. Les CCI sont là pour créer de la valeur, pas pour créer de la concurrence.

Etes vous rassuré sur l'avenir ou vous sentez-vous toujours menacé par des restrictions budgétaires ?

Les CCI font un travail que personne ne fait. Pourquoi payer 1,7 milliard d'euros pour payer ce que nous faisons aujourd'hui pour 525 M€, il peut le faire ! On a eu une première preuve d'amour de l'Etat avec la stabilisation de la taxe pour frais de chambre pour 2022 et 2023. J'espère bien qu'après il n'y aura pas de coupe budgétaire. Jamais les entreprises n'ont eu autant besoin de nous. On a fait tout ce que l'Etat nous a demandé, on a institué des KPI, nos clients sont satisfaits de nous.

Ces dernières années ont montré un grand mouvement de fusion et de mutualisation du réseau consulaire, spécialement dans les Hauts-de-France. Faut-il poursuivre ces orientations ?

On n'a jamais poussé les CCI à la fusion dans les régions. On l'a fait dans les départements. Et les CCI sont passées de 184 établissements en 2000 à 122 aujourd'hui. Après, l'organisation au sein de chaque région appartient aux CCI de la région. La plupart des régions sont aujourd'hui dans un système fédéral où la CCIR gère le personnel, distribue la taxe pour frais de Chambre, signe les contrats d'objectifs et de moyens avec l'Etat, gère l'international, est en charge d'orchestrer la mutualisation. Paris Ile de France et Hauts-de-France sont dans un système régionalisé.

Mais vous savez, la structuration de l'entreprise ne fait pas l'économie, c'est avant tout l'envie de faire. Le projet que j'ai porté est plutôt fédéral, mais avec des indicateurs de performance, et dans la mutualisation. Conserver une mobilisation forte des élus quand il n'y a pas de CCI départementales pose parfois quelques problèmes de motivation. Et il nous faut avoir des interlocuteurs à tous les niveaux, ce qui nous permet de négocier mieux, y compris des subventions et aides au niveau des départements et des communautés de commune.



Bio Express

Président CCI France depuis janvier 2022
61 ans

Formation : ENSAM et DEA de maths
appliquées à l'ENSTA

Il fut 24 ans président de l'éditeur de
logiciels IGE+XAO avant de devenir
senior vice président de Schneider
Electric.

Président de la CCI Toulouse Haute
Garonne de 2011 à 2016, président
de la CCI Occitanie (2017-2021)
CCI France représente 122 CCI
et 14 000 collaborateurs.

Les dernières années de restrictions dans le monde consulaire ont-elles affecté l'état d'esprit de vos équipes ?

Les charges à l'encontre des consulaires se sont calmées depuis deux ans. Mon boulot, c'est que ce soit définitif ! Il y a une énergie collective. On a pu signer en quatre mois et à l'unanimité notre convention collective et notre première NAO, les équipes sont alignées. On a des gens globalement motivés et qui ont le sens de l'action publique.

La participation à la chose publique est plutôt en déclin en France. Qu'en est-il du côté des chefs d'entreprise ?

Ca tient plutôt bien. Le problème plus difficile que je dois affronter est la parité, car nous n'avons pas assez de femmes. C'est un point de grande vigilance depuis les premiers jours de mon élection : il nous faut davantage de femmes à tous les niveaux, départemental, régional et national.

Les CCI ont joué un rôle d'accompagnement pendant les crises récentes, Brexit, crise sanitaire, crise de l'énergie. Certains évoquent aujourd'hui la menace de l'IA sur nos entreprises et nos emplois, qu'en pensez-vous ?

Si on n'embauche pas ici, on embauchera ailleurs. Regardez la France, on a aujourd'hui des millions d'emplois sous tension. L'IA, c'est la possibilité d'être plus efficace, d'être meilleurs sur les tâches répétitives. Je vois cela comme une opportunité. Et à l'échelle de la France, avec les talents que nous avons dans ces technologies, c'est la possibilité de prendre le leadership et d'aller à la conquête du monde.

Vous êtes élu depuis une grosse année. Quelles sont vos grandes priorités ?

On a mis six mois à écrire un plan stratégique, avec 23 000 clients, chefs d'entreprises, porteurs de projet, apprenants et territoires... De tout ce questionnement on a sorti 70 projets dont 8 projets totaux. Deux projets tournés vers l'intérieur, la création d'une CCI Academy et celle d'une CCI Data, pour mieux collecter et valoriser nos données, et six autres tournés vers l'extérieur. Il s'agit de transition environnementale, numérique et RH, mais aussi de transmission : sait-on que plus de 20% des dirigeants ont plus de 60 ans ? Si on ne fait rien, on va transformer le territoire en no man's land. Il y a ensuite les compétences, la formation et l'emploi : il faut anticiper pour orienter vers les métiers qui embauchent. Nous avons aussi la déclinisation de France 2030, pour faire en sorte que ces 54 milliards d'euros puissent être à la disposition des entreprises. Le commerce extérieur est aussi une priorité : veut-on être parmi les grandes nations ? Si notre pays est aussi faible à l'export, c'est qu'il ne produit pas assez de biens. 80% des entreprises exportatrices produisent des biens. En France, nous sommes passés de moins de 130 000 à plus de 140 000 entreprises à l'international, c'est une belle progression mais insuffisante. En Italie, elles sont plus de 200 000 ! Le pourcentage de PIB de la France dédié à l'industrie est un tiers inférieur à celui de l'Allemagne et de l'Italie. On doit améliorer la compétitivité industrielle de la France, et la balance commerciale se rétablira.

Quel est le dernier projet qui vous anime ?

C'est l'économie de proximité. C'est ce que veulent les Français, ils veulent moins travailler dans les grandes villes. Il faut donc développer industrie, services et commerce dans les territoires, également en s'adossant à l'économie circulaire.



Ci-contre le projet d'hôpital de Lens, qui mobilise 330 M€ de travaux, dont 85 M€ apportés par la Banque des Territoires.

LA BANQUE DES TERRITOIRES A PRÊTÉ 1,2 MD € EN RÉGION EN 2022

L'émanation de la Caisse des dépôts est à la manœuvre plus que jamais en région. Pour accompagner l'activisme des politiques publiques, notamment en matière de transition environnementale.

« **L**e sujet des gigafactories est notre gros sujet ! » On n'attendait pas forcément la Banque des Territoires, émanation de la Caisse des dépôts, dans l'accompagnement des investissements géants qui transforment notre région en capitale européenne de la batterie. Pourtant, l'établissement financier, bras armé de l'Etat dans le domaine économique, mobilise largement son ingénierie comme ses moyens pour accompagner la structuration de cette filière stratégique. Un accompagnement qui est passé par la transformation en profondeur de Ba-

EN CHIFFRES

61 M€ les fonds propres investis par la Banque des Territoires en Hauts-de-France

60 le nombre de participations en région, dont un tiers dans des SEM

101 M€ le volume des prêts accordés au secteur public local

1,1 md € le volume de prêts pour le logement social

tixia : celle qui était la seule société d'investissement régional en France a été transformée en société foncière à vocation économique, avec deux actionnaires, le conseil régional et la CDC. L'IRD y conserve aussi une présence symbolique. Objectif ? « *Créer les conditions d'un foncier clé en mains pour permettre à une entreprise de se projeter directement* », répond Olivier Camau, directeur régional de la Banque des Territoires. « *Verkor gagne deux ans sur son implantation grâce à ce système* ». L'outil a également été mobilisé pour le projet Envision à Douai, sur lequel la CDC a également investi en direct 70 M€. Au-delà de cette actualité très spécifique dans notre région, la Banque des Territoires poursuit aussi son rôle d'accompagnement, très orienté sur la transformation écologique opérationnelle : on la retrouve ainsi dans les projets de fermes photovoltaïques à Creil ou à Cambrai, elle pousse la filière hydrogène comme le développement d'une flotte de bus à Dunkerque, elle appuie le plan école, dont les surfaces représentent la moitié du patrimoine bâti des collectivités, parmi bien d'autres.

1 MD€ POUR LE LOGEMENT SOCIAL

La Banque des Territoires, c'est aussi historiquement le financement du logement social, avec un impact puissant, chiffré à un milliard d'euros. Un engagement vital au moment où les bailleurs sont pris dans un effet ciseau délétère : des prix de construction et d'investissement à la hausse, un livret A mieux rémunéré, et donc moins apte à financer les logements, et un indice de révision des loyers plafonné. « *Les gros bailleurs sociaux n'ont pas de difficultés, mais les petits devront faire des arbitrages*, estime Olivier Camau, qui nuance : *Le sujet n'est pas que financier, l'enjeu c'est le foncier plus que jamais* ». La Caisse des Dépôts est elle-même opératrice en région puisqu'elle détient à parité avec l'Epinorpa le bailleur Maisons & Cités.

La Banque des Territoires se mobilise aussi en appui des politiques publiques transversales, fort diverses : entre France 2030, Action Cœur de ville, petites villes de demain, territoires d'industrie ou France Service, les dispositifs sont nombreux ■ **O.D.**



Chaque année, l'ADEME soutient plusieurs centaines de projets en Hauts-de-France en faveur de la Transition écologique. Les aides engagées dans la région représentent en moyenne un montant annuel de l'ordre de 100 M€. L'équipe régionale accompagne tous les acteurs (collectivités, entreprises, particuliers) en leur proposant une ingénierie de financement de projets.

EN BREF

Recyclage : deux appels à projets en cours

Nos entreprises régionales peuvent répondre à deux appels à projets en cours publiés par l'ADEME sur le thème du recyclage. Le premier baptisé RRR (recyclabilité, recyclage, réincorporation des matériaux) s'inscrit dans le cadre de France 2030 et vise à lever les freins technologiques sur la chaîne de valeur du recyclage. Attention : clôture de l'AAP le 30 juin (<https://bit.ly/3MzJ3Lu>).

Le second, baptisé ORMAT (objectif recyclage matières) vise à soutenir la production de matières premières de recyclage et leur incorporation dans les produits.

Clôture le 2 octobre 2023 (<https://bit.ly/42Eqrzo>)

Emballage : Envelnor mise sur le zéro plastique

Envelnor-Kuvert fabrique et imprime à Ecques (62) des enveloppes personnalisées à usage postal. L'entreprise s'est fixé l'objectif de réduire progressivement sa production d'enveloppe à encart plastique pour la remplacer par un blister papier 100% recyclable. Ce nouveau produit concernera la moitié de la gamme d'ici 2025, avant l'intégralité à horizon 2030.

Envelnor-Kuvert prévoit un investissement de 5 M€, soutenu par l'ADEME à hauteur de 604 541 €, pour le remplacement de deux premières lignes de production et de machines d'enduction et d'impression. Les nouveaux équipements doivent être mis en service à la fin de l'été. L'entreprise emploie 70 personnes.



PAPIER-CARTON : LA FILIÈRE SE DÉCARBONE TOUJOURS PLUS

L'industrie papier-carton est un des principaux secteurs énergivores et émetteurs de gaz à effet de serre. Ce n'est donc pas un hasard si ce secteur est aussi très investi pour réduire son empreinte carbone. Il fait d'ailleurs partie des filières stratégiques majeures accompagnées par l'ADEME, en faveur des sobriétés, de l'efficacité énergétique, de la décarbonation des procédés ou encore de l'économie circulaire.

« Ces principes s'appliquent particulièrement bien à la filière papier-carton. Elle est d'ailleurs très engagée pour se décarboner, et notamment en terme d'économie circulaire », souligne Agnès Jacques (agnes.jacques@ademe.fr), directrice régionale déléguée à l'ADEME. Du reste, les émissions de l'industrie papetière ont déjà reculé de 45% entre 2005 et 2015.

Les Hauts-de-France sont la quatrième région en France pour cette activité, avec 140 entreprises et 7 500 emplois. Le quart de la filière est concentré dans l'Audomarois.

L'utilisation de matières premières recyclées est déjà très avancée : seules 100 000 tonnes sur les 800 000 tonnes produites chaque année proviennent de matières vierges et ce volume pourra encore être réduit. « La réduction de la dépendance aux matières premières apporte

aussi plus de robustesse à la filière. Même avec ce taux de recyclage élevé, il y a encore du potentiel, notamment en matière de logistique et organisationnel, pour parfaire la boucle locale », souligne Agnès Jacques.

L'un des gros acteurs régionaux, les Cartonneries de Gondardennes (Wardrecques) a investi lourdement dans un réseau de chaleur raccordé au centre de valorisation énergétique Flamoval, à 4 km du site. Un pari payant. « On a pris quelques risques à l'époque. Mais notre mix nous permet aujourd'hui d'amortir un marché énergétique très volatil », souligne Laurent Fischer, directeur général.

L'ADEME construit actuellement un Plan de Transition Sectoriel (PTS) avec la profession, qui aboutira à une feuille de route, utilisant plusieurs leviers : technologique, financier, mais aussi l'évolution du modèle économique, portant sur le concept d'économie de la fonctionnalité et de la coopération.

Un autre travail de prospective mené par l'ADEME sur l'impact des transitions sur l'économie locale a déjà montré des résultats spectaculaires sur l'Audomarois : 1 € dépensé génère 2 € d'activité. Et 1 M€ investi génère par ailleurs 27 emplois en moyenne ■



LA BANQUE POPULAIRE DU NORD STABILISE SES RÉSULTATS EN 2022

La Banque Populaire du Nord publie des résultats 2022 qui montrent une activité dynamique sur l'exercice : le produit net bancaire (chiffre d'affaires) a ainsi progressé de 4,3 % à hauteur de 238,6 M€. L'activité de crédits s'est montrée soutenue, à raison de 2,7 milliards d'euros de crédits distribués, permettant le financement de quelque 32 000 projets. La BPN indique avoir renforcé sa politique de couverture des risques avec un niveau de provisions porté à 30,9 M€. L'exercice est aussi marqué par le renforcement des fonds propres, portés à 725,5 M€, correspondant à un ratio de solvabilité de 16,75%, « largement au-delà de l'exigence réglementaire ».

LILLE-ALGÉRIE : ASL AIRLINES FRANCE OUVRE TROIS NOUVELLES LIGNES

La compagnie aérienne ASL Airlines France vient compléter ses deux lignes vers l'Algérie (Alger et Oran) au départ de Lille avec trois nouvelles destinations, Béjaïa, Sétif et Tlemcen. Une offre renforcée en réponse « aux besoins des voyageurs de la région lilloise et à ceux de la Belgique limitrophe », indique la compagnie. Les vols débiteront dès le 26 juin de façon régulière, à raison de 2 vols Lille – Béjaïa, 1 vol Lille – Tlemcen et 1 vol Lille – Sétif par semaine. ASL Airlines France opère 3 vols hebdomadaires vers Alger et 2 vers Oran.



HDFI pour exporter et attirer en meute

Il y avait la CCI, NFI, bienvenue à HDFI. La CCI de région, le conseil régional et tout ce que la région compte de structures d'appui à l'international se sont publiquement coalisés sous une bannière unique, Hauts-de-France International. « Il y a beaucoup d'acteurs mais chacun travaille dans son coin. Il faut décloisonner et multiplier nos actions tous ensemble », a lancé Philippe Hourdain, président de la CCIR, lors du lancement formel, le 23 mai. L'opération, qui a une fonction marketing assumée mais aussi d'amélioration de l'efficacité collective, aura mis dix mois à être formalisée. « Notre volonté est de monter encore plus dans le classement de la compétitivité », explique François Decoster, VP à la Région.



Blanchemaille en voie d'extension

La MEL lance un appel à manifestation d'intérêt pour renforcer la croissance du site Blanchemaille, à Roubaix. Celui-ci compte déjà 50 entreprises dédiées au e-commerce pour 300 employés, mais avec une ambition d'atteindre les 1000 salariés à horizon 2024. Les entreprises implantées dans le bâtiment dit Fontenoy doivent migrer en 2025 vers ce qui sera un bâtiment totem, le Pollet, en cours de réhabilitation. Le Fontenoy prendra alors des fonctions d'animation et d'événementiel et servir de « vase d'expansion » pour l'écosystème économique, ainsi que le bâtiment voisin Moreau. La MEL vise à mobiliser l'initiative privée à la fois pour valoriser ce patrimoine urbain, pour mettre en place une véritable chaîne immobilière sur le commerce digital, et répondre aux besoins de digitalisation des entreprises du territoire métropolitain. Clôture des dossiers le 7 juillet.



BASSE DE TENSION POUR OTONOHM

La pépite de l'énergie nomade basée à Euratech a été placée en redressement judiciaire le 9 mai. Otonohm a très mal traversé la phase Covid qui a entraîné de nombreux délais d'approvisionnement et la flambée des prix de ses composants venant d'Asie, et qui a conduit à de lourds retards dans la mise en œuvre de sa technologie. Otonohm a développé une batterie universelle, la basecamp (photo), capable de recharger tous types d'appareils. La société a suscité l'intérêt de nombre d'investisseurs parmi lesquels TotalEnergies, BPIFrance, Noria, NFA, Finorpa, mais aussi des family offices, EasyMile et Marc et Luc Pavy (Auxel). Otonohm espérait une très forte croissance pour atteindre les 20 M€ ... en 2023. Un appel à candidatures a été lancé par le tribunal de commerce pour le 2 juin, et était encore en cours au moment où nous écrivions ces lignes.



Thermie France rejoint le groupe sudiste Eoden

Thermie France, expert en solutions d'isolation (54 salariés, 8,5 M€ de chiffre d'affaires), passe dans le giron du groupe Eoden, basé à Baillargues, dans l'Hérault. L'entreprise de Marquion, près de Cambrai, avait été fondée en 1986 par André Houriez, qui l'avait cédée vingt ans plus tard à Laurence Maréchal et Serge Druon. La cession a été menée avec l'appui de IRD M&A.



SQUARE HABITAT NORD DE FRANCE S'OFFRE COCQUEMPT

Square Habitat Nord de France, premier réseau d'agences immobilières dans le Nord et le Pas-de-Calais, acquiert les sociétés du groupe audomarois Cocquempot : Immobilière Cocquempot, Immobilière Cocquempot Transaction et le Cabinet Courtin Immobilier. Ces structures, qui emploient 30 salariés, gèrent pas moins de 1700 lots de gestion locative et 1800 lots de copropriétés. Square Habitat, filiale du Crédit Agricole Nord de France, compte 85 agences avec 550 salariés.



COUSIN SURGERY MET LA MAIN SUR PLANTTEC MEDICAL

Le leader des dispositifs médicaux implantables Cousin Surgery, basé à Wervicq-Sud, annonce l'acquisition outre-Rhin de PlantTec Medical, créée en 2010 et spécialisée dans les solutions hémostatiques et de prévention des adhérences. Elle emploie 12 personnes pour 3,7 M€ de ventes. Ses dirigeants-fondateurs Ellen et Joachim Laas, demeurent au sein de PlantTec Medical (qui compte à son tour de table Roquette Ventures). Ils investiront dans le groupe Cousin Surgery, indique ce dernier. Pour qui l'opération « permettra de créer des opportunités de ventes croisées immédiates et favorisera l'innovation en R&D. »

INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS : LES HAUTS- DE-FRANCE CONFIRMENT LEUR ATTRACTIVITÉ

Selon le baromètre 2023 du cabinet EY, les Hauts-de-France figurent désormais en troisième position des régions françaises en matière d'investissements étrangers et à la huitième place européenne.

TEXTES Guillaume Roussange

Cocorico ! En dépit de la conjoncture internationale et du climat social national, la France a conservé en 2022, et pour la quatrième année consécutive, son rang de première place européenne en matière d'investissements étrangers, selon le dernier « *baromètre de l'attractivité en France* » EY. Au total, 1 259 nouvelles implantations ou extensions captées par l'Hexagone sur les quelque 6 000 projets annoncés en Europe. Autre bonne nouvelle : 4 projets sur 10 concernent l'industrie, le secteur étant redevenu « *le moteur de l'attractivité nationale* », selon le cabinet d'étude. La région Hauts-de-France a particulièrement bénéficié de ce phénomène. En un an, le nombre de dossiers d'investissements étrangers a bondi de 24%, soit 133 projets d'installation ou de développement de site pour, précisément, 5.185 emplois créés. Un bilan qui place les Hauts-de-France sur la troisième marche du podium des régions françaises, juste derrière Au-

vergne-Rhône-Alpes – ARA (154 projets, 5 121 emplois) et l'Ile-de-France (326 projets, 8 734 emplois). Réunis, les cinq départements du Nord devançant largement les autres territoires métropolitains, tous en dessous de la centaine de dossiers programmés.

100 PROJETS D'EXTENSION SUR 133

Mieux, les Hauts-de-France se classent désormais au 8^e rang des régions les plus attractives d'Europe selon EY, derrière la Bavière, la région ARA ou les Flandres, en Allemagne. Avec une vingtaine de projets chacun, la Belgique, l'Allemagne, et les Etats-Unis forment le trio de tête des pays investisseurs dans notre région, juste devant le Royaume-Uni (13 projets). A noter que le nombre de dossiers portant sur le renforcement de capacités de production déjà existantes y est nettement supérieur à la moyenne nationale. Sur les 133 projets recensés, 100 concernent en effet une extension. Une particularité qui confirme la volonté d'ancrage des groupes internationaux dans la région. Et ce, particulièrement dans l'industrie et la logistique, les deux secteurs les plus porteurs en 2022, avec respectivement 78 (55 en 2021), et 18 projets (13 en 2021). En troisième position, figure le secteur du service aux entreprises, quasi-



LE TOP 5 DES SECTEURS INVESTISSEURS ÉTRANGERS EN HAUTS-DE-FRANCE

- 1 Constructeurs & fabricants de moyens de transports (17 projets)
- 2 Agro-alimentaire (15 projets)
- 3 Services aux entreprises (14 projets)
- 4 Ameublement (13 projets)
- 5 Chimie et plasturgie (12 projets)

ment stable sur la période avec 13 projets recensés.

Reste à savoir si ces bons résultats, liés en partie au positionnement de la région sur des filières stratégiques, ainsi qu'au mouvement - plus général - de relocalisation, vont se confirmer dans les années à venir. L'étude d'EY montre en effet que la confiance des investisseurs étrangers dans le pays s'érode progressivement. Ceux-ci pointent les difficultés du pays à se réformer et, notamment, à alléger les lourdeurs administratives en dépit des multiples « *chocs de simplification* » maintes fois annoncés ■

Ci-dessous une ligne du canadien Li-Cycle qui implante une usine de recyclage de batteries à Harnes



QUESTIONS À...

MATHIEU JAUD DE LA JOUSSELINIÈRE, DIRECTEUR D'EY NORD DE FRANCE



Les résultats du baromètre de l'attractivité 2023 apparaissent très encourageants pour la France et notre région. Comment les interprétez-vous ?

“LES INDUSTRIELS CHERCHENT À SE DÉRISQUER VIS-À-VIS DE L'ASIE ET DE LA CHINE EN PARTICULIER”

En effet, on peut y voir un signe positif. Ces données doivent être interprétées sur un temps long. Conjugées à celles de 2021, elles sont la preuve, je crois, d'une entrée dans le monde de l'après-Covid, marqué par une prise de conscience de la nécessité de retrouver une forme de souveraineté industrielle. C'est typiquement le cas dans le secteur de la pharmacie ou dans celui de l'énergie, avec les batteries. Par ailleurs, cette période a été mise à profit par les industriels qui ont passé en revue l'ensemble de leur supply chain et identifié les points de fragilité sur

lesquels ils ne pouvaient plus se permettre d'être dépendants de l'extérieur. Ce mouvement de fond, lié à la géopolitique, explique que les industriels ont cherché à se « dérisquer », vis-à-vis de l'Asie et de la Chine en particulier, en rapatriant des capacités de production en Europe, et donc en France, lorsqu'elle est bien positionnée.

Dans ce contexte, les Hauts-de-France tirent leur épingle du jeu...

En effet, d'autant que la majorité des projets concernent l'industrie, ce qui est très encourageant. La région cumule un faisceau de paramètres favorables, par exemple son positionnement géographique, ses infrastructures de transport, qui en font une zone stratégique. En outre, on y constate un vrai alignement entre le politique, les pouvoirs publics et les entreprises pour attirer des capitaux étrangers. Cumulé à la présence des politiques de soutien nationales, à la présence de centres de recherche... cette stratégie génère un effet d'entraînement, renforcé encore par la présence de leaders mondiaux dans des secteurs stratégiques, comme l'énergie ou les transports.

C'est donc un mouvement de fond qui est à l'œuvre ?

Je le crois. En ce qui nous concerne, les nouvelles implantations sont moins nombreuses que les projets d'extension. J'y vois la preuve que beaucoup d'industriels se sentent bien dans la région et souhaitent accroître leur ancrage local. En 2021, les Hauts-de-France ont pour la première fois fait leur entrée dans le Top 10 des régions européennes les plus attractives, et cette année, nous gagnons deux places. Là encore, il s'agit d'un signe encourageant pour l'avenir.

■ Recueilli par G.R.

BATTERIES : MACRON ANNONCE UNE PLUIE DE MILLIARDS SUR DUNKERQUE

DUNKERQUE. Le projet de batteries solides ProLogium était déjà connu depuis plusieurs semaines. Emmanuel Macron a annoncé lors de sa venue sur place l'implantation d'une co-entreprise XTC-Orano autre usine majeure pour la filière. Plus grosse que Toyota en 1997.

Attention, une usine peut en cacher une autre. Le président Macron est venu à Dunkerque le 12 mai confirmer l'implantation XXL du taïwanais ProLogium Technology (Eco121 n°130). Un des tout premiers acteurs au monde à maîtriser la batterie solide (avec 600 brevets), une technologie permettant un poids plus léger, moins d'échauffement et au final une autonomie bien plus longue.

Le projet est supérieur aux premières fuites, avec un investissement de 5,2 mds€ en sept ans, et une perspective de 3 000 emplois. L'usine affichera une capacité de 40 GWh, de quoi équiper jusqu'à 750 000 véhicules par an. Les aides publiques fléchées vers ce projet atteignent des sommets, soit aux alentours d'un milliard d'euros. L'arrivée de cette mégasusine ProLogium fait suite à celle du français Verkor également dans le Dunkerquois.

OMBRE MÉDIATIQUE

Et c'est dans ce même territoire encore qu'un autre industriel majeur pose ses valises. Il s'agit du chinois XTC New Energy, filiale du groupe étatique Xiamen Tungstene Corporation (16 000 salariés), et l'une des six principales entreprises de terres rares dans l'Empire du Milieu. Le projet nordiste se fera en coentreprise avec le français Orano, spécialiste du nucléaire. Résultat : 1,5 md€ d'investissement et 1 700 emplois programmés à horizon 2030 pour l'accueil d'une unité de matériaux de cathodes pour les batteries au lithium. Caché sous l'ombre médiatique de ProLogium, le projet XTC est pourtant supérieur à l'implantation de Toyota en 1997, avec à l'époque l'annonce de 4,5 milliards de francs d'investissement et 1 500 emplois, devenus bien plus, bien sûr, aujourd'hui.

Un autre projet plus modeste sera inauguré le 1er juin, à travers l'arrivée d'un logisticien dédié à la batterie, PSA BDP Warehouse. Un entrepôt de 22 000 m² est prêt à débuter, avec pour premier client la gigafactory ACC.

DATE HISTORIQUE

Le 12 mai 2023 restera dans l'histoire industrielle régionale comme une date symbolique du rebond du Dunkerquois et comme l'affirmation puissante de la position dominante des Hauts-de-France dans l'électrique. « Notre région est la capitale européenne de la batterie électrique ! », se rengorge Xavier Bertrand. L'élus dunkerquois Patrice Vergriete affiche la même jubilation : « La décision de ProLogium de créer sa première gigafactory européenne à Dunkerque est une nouvelle victoire pour notre territoire, qui conforte un peu plus encore notre stratégie de décarbonation de l'économie mise en œuvre depuis 2014 ». Pour autant le défi est d'une ampleur inédite en emplois, en logements, et en services publics. Plusieurs dirigeants locaux commencent même à s'affoler en privé sur la capacité de l'écosystème régional à assurer la main d'œuvre nécessaire aux nouveaux arrivants. L'ensemble de ces projets (et des autres, EPR compris) vont totaliser un besoin de 16 à 20 000 emplois ■ **O.D.**



CHIMIE

DERNIÈRE LIGNE DROITE POUR LE CHIMISTE DE L'EAU FLOCRYL

GRAVELINES. Le groupe rhônalpin SNF doit achever le chantier de son premier atelier dans moins d'un an. Il investit ici près de 200 M€ dans sa 22e usine de polymères hydrosolubles.



Nous avons un terrain de 33 ha et nous avons déjà réservé 25 ha de plus auprès du Grand Port Maritime car nous avons une vision d'extension à horizon 30 ans ». Philippe Fanucci est le pdg de Flocryl, filiale du groupe français de chimie de l'eau SNF. Il pilote la construction de la nouvelle usine du groupe à Gravelines, qui doit entrer en production en avril 2024. Soit une petite année de retard du fait de la crise Covid. 250 personnes s'affairent chaque jour sur le chantier. Ce léger retard arrange finalement SNF car beaucoup de ses clients ont surstocké pendant la crise sanitaire et le marché n'est donc pas en tension. Mais le groupe table sur de grosses perspectives à terme pour ses molécules, les polyacrylamides, dont il est leader mondial. Ces produits sont très utilisés dans le traitement de l'eau (ils permettent la floculation, autrement dit la séparation solide-liquide), mais aussi sont exploités dans les usages industriels (cosmétique, papier, pé-

trole, mines, textile, entre autres). Ils permettent par exemple de jouer sur l'épaisseur et donc la fluidité des liquides.

C'est pourquoi le groupe (5 milliards d'euros de chiffre d'affaire, 7500 salariés, 21 usines) investit très lourdement dans le Dunkerquois, soit 180 à 200 M€, avec une vocation pour le site à exporter, notamment vers l'Europe du Nord.

Le site comprendra *in fine* trois ateliers de production. Le premier d'entre eux sera mis en service dans un an, et sera accompagné de la création de 70 premiers emplois, l'usine devant à terme compter 180 personnes. 30 personnes travailleront en production, et une autre grosse moitié sera dédiée aux laboratoires de tests ainsi qu'aux services support.

Les embauches ont déjà débuté dans un contexte de forte tension sur le marché de l'emploi à Dunkerque, du fait de la multiplicité des nouvelles implantations, très gourmandes en main d'œuvre ■ **O.D.**

CHIENS GUIDES D'AVEUGLES
CENTRES PAUL CORTEVILLE

Depuis 70 ans, l'Association Chien Guides d'Aveugles oeuvre pour améliorer et sécuriser le déplacement des personnes déficientes visuelles en leur remettant, gratuitement, des CHIENS GUIDES ou des CANNES BLANCHES ÉLECTRONIQUES.

UN CHIEN GUIDE,
ÇA CHANGE LA VIE !

DÉCOUVREZ NOS MISSIONS

WWW.CHIEN-GUIDE.ORG

AUTOMOBILE : ARCELOR MITTAL SE BRANCHE À PLEINE PUISSANCE VERS L'ACIER ÉLECTRIQUE

MARDYCK. En 2024, le sidérurgiste installera cinq nouvelles lignes sur son site de laminage. Objectif : produire de l'acier électrique pour l'industrie automobile européenne. Un projet à 300 M€ et 100 nouveaux emplois.

Avec son projet au nom évocateur, « Electryck », ArcelorMittal prend pleinement le virage de l'électrique. L'an prochain, le sidérurgiste lancera une toute nouvelle activité sur son site de Mardyck, la production d'aciers électriques. Dédiée en très grande majorité à l'industrie automobile en Europe. Au vu de la transformation à marche forcée de ce secteur vers l'électrique, il y a ur-

gence. Hugues Baudin, directeur du programme Aciers électriques d'ArcelorMittal France, confirme : « *Electryck nécessite un rythme de développement plus soutenu qu'un projet classique* ». Les premiers clients d'ArcelorMittal devraient être livrés dès 2024.

Pour respecter l'objectif fixé, ArcelorMittal débutera cet été les travaux d'extension du bâtiment de 67 000 m² pour l'agrandir de 6 300 m². Un chantier au cours duquel les anciennes lignes de l'unité seront démontées. À l'arrêt depuis 2006, elles servaient à la fabrication d'acier pour emballage. Cinq nouvelles lignes prendront leur place pour une mise en route en deux phases. Le sidérurgiste programme pour mi-2024 le lancement des trois lignes « *aval* ». En clair, celles de préparation, de recuisson-vernissage et de refendage. Un an plus tard seront lancées les lignes « *amont* », celles de recuisson-décapage et de laminage. Le pilotage de certaines lignes sera entièrement digitalisé au sein de cockpits 4.0.

200 000 TONNES

ArcelorMittal Mardyck produira à terme 200 000 tonnes d'aciers électriques par an. Le sidérurgiste dispose déjà d'une première ligne d'aciers électriques en fonctionnement sur son site de Saint-Chély d'Apcher (Lozère) qui produit en 100 000 tonnes par an.

« *Electryck* » nécessitera un investissement de 300 M€ « *a minima* », indique le directeur du programme Aciers électriques, financé en quasi-totalité en fonds propres par le groupe et soutenu par l'Etat dans le cadre de France 2030.

« *Jamais le groupe n'a investi une telle somme depuis la création du site de Mardyck en 1973* », souligne Hugues Baudin. Côté emplois, 100 opérateurs assureront, en cinq équipes postées, le fonctionnement des lignes de production.

La moitié d'entre eux ont déjà intégré les effectifs pour débiter leur formation. Ils porteront les effectifs du site à 600 personnes ■ **J.K.**

ArcelorMittal produira à terme 200 000 tonnes par an d'aciers électriques sur son site de Mardyck





de
SPECTATEUR
à
PORTEUR DE LA FLAMME



INSCRIPTION

GRÂCE À BANQUE POPULAIRE, TENTEZ DE DEVENIR PORTEUR DE LA FLAMME OLYMPIQUE DANS VOTRE RÉGION.
FLASHEZ CE QR CODE POUR PARTICIPER.

BANQUE POPULAIRE 

la réussite est en vous



BOISSONS FERMENTÉES : LESAFFRE SE DOTE D'UN CAMPUS DE POINTE

MARQUETTE-LEZ-LILLE. Le champion de la levure a réhabilité un de ses sites historiques pour y installer son entité Fermentis et sa recherche appliquée pour boissons fermentées.

C'est un lieu emblématique du groupe Lesaffre qui connaît aujourd'hui une troisième vie. Au 90 rue de Lille à Marquette-lez-Lille, le bâtiment de 3 000 m², bâti sur un terrain de 9 ha, a débuté son histoire avec la distillerie d'alcool de grain et de genièvre créée en 1853 par Louis Lesaffre et Louis Bonduelle. Avant de poursuivre jusqu'en 2006 avec la malterie baptisée « *Grandes Malteries Modernes* ». Désormais, le géant nordiste de la levure y a installé son entité Fermentis, consacrée à la recherche appliquée et à la formation pour l'industrie des boissons fermentées, ainsi que la cinquantaine de



salariés qui y est rattachée. Le « Campus Fermentis » a officiellement ouvert ses portes début 2022, après deux ans de réhabilitation. Son inauguration a eu lieu en mai dernier en présence d'élus régionaux et de partenaires de Lesaffre.

« *Notre vision ? Devenir le choix évident pour tous les producteurs de boissons fermentées. Et pas seulement pour le vin, la bière ou le ci-*

dre », explique Stéphane Meulemans, Dg de Fermentis. Pour y parvenir, lui et ses équipes peuvent à présent compter sur des équipements de pointe. À l'instar d'un pilote industriel comptant plus de 50 cuves de fermentation. Fermentis y testera ses levures, dérivés de levure. Le Campus Fermentis, ce sont aussi deux laboratoires dont l'un dédié à l'analyse sensorielle, ainsi qu'un amphithéâtre de 160 places pour, entre autres, la formation des clients de Fermentis. « *Notre approche repose sur la proposition de solutions innovantes et d'un service personnalisé et adapté à nos clients, détaille Brice-Audren Riché, Dg de Lesaffre. Ce Campus incarne toute l'innovation et le savoir-faire de Fermentis et, plus globalement, de Lesaffre* ».

Le groupe ne communique pas sur l'investissement porté à son nouveau site. Basé à Marcq-en-Baroeul, Lesaffre emploie 11 000 salariés sur tous les continents, dont un millier en Hauts-de-France, pour 2,7 mds€ de chiffre d'affaires ■ **J.K.**

L'USINE AXONAISE HARRY'S DANS LE GIRON DE L'ITALIEN MORATO

GAUCHY. Le n°2 italien de la boulangerie industrielle a acquis l'usine Harry's. De quoi contribuer à son développement à l'international.

Morato, le spécialiste italien de la boulangerie industrielle, aigüise ses appétits en Europe. Le groupe, qui totalise 16 sites de production et 300 M€ de chiffre d'affaires, a en effet acquis l'usine Harry's de Gauchy, jusqu'alors détenue par Barilla France. Cette opération doit permettre à Morato d'alimenter son outil industriel « *afin de renforcer son activité en Europe* », indique le groupe. Mais également de diversifier le site de Gauchy, historiquement positionné sur la fabrication de pains pour hamburgers. Avec une quarantaine de salariés, celui-ci produit 7 000 tonnes de produits



chaque année. De son côté, Morato a développé une gamme importante de recettes, notamment de pains tranchés, de bruschettas, de sandwiches sucrés ou salés, de piadinas – une spécialité italienne composée d'une galette de farine de froment –, ainsi que de gressins et des croûtons.

« *L'acquisition du site de Gauchy s'inscrit dans le cadre de notre plan de développement en Europe. Elle*

permet de consolider notre présence dans un pays stratégique, non seulement grâce aux opportunités du marché français, mais aussi parce que la position géographique du site nous permettra de consolider notre offre dans les pays d'Europe du Nord », commente Stefano Maza, PDG de Morato. Avec ce rachat, le groupe espère réaliser, à terme, 50% de son activité à l'international, contre 40% aujourd'hui. Pour le financer, Morato a souscrit un emprunt obligatoire de 7 M€ auprès de Finint Investments SGR, via son fonds PMI Italia II, qui se présente comme l'un des principaux opérateurs de dette privée en Italie. L'opération a été également accompagnée par les collectivités locales, l'agglomération de Saint-Quentin et la région, ainsi que par Business France et Nord France Invest, qui ont facilité « *la mise en relation du groupe avec les partenaires financiers, Bpifrance et le CIC* », ont indiqué les partenaires. Les détails du montage n'ont pas été communiqués. ■ **G.R.**

UN SUPERCALCULATEUR ATTENDU À MÉAULTE EN 2024

HAUTE-PICARDIE. Le parisien Global Development Group (CDG) porte l'installation sur la zone d'Albert-Méaulte d'un supercalculateur. Un outil unique en région.

Répondre aux enjeux de l'IA, du big data, de la simulation numérique et pourquoi pas, demain, de l'informatique quantique. C'est l'objectif du projet de calculateur haute performance qui doit voir le jour à Méaulte, à proximité immédiate de l'usine Airbus, d'ici le mois de juin 2024. Porté par l'entreprise Global Development Group (CDG), présidée par l'historien Michel Carmona, cet outil serait le second de ce type en France, après celui du plateau de Saclay (Essonne), baptisé Eclairion, dont l'ouverture est annoncée pour l'automne 2023. Joutant le Com-

missariat à l'énergie atomique (CEA) et le campus scientifique Teratec, ce centre a été lui aussi financé par un pool d'investisseurs privés, adossés à des majors de l'informatique. Il faut dire que l'investissement est lourd : entre 150 et 250 M€ annoncés.

A Albert-Méaulte, le projet sera sans doute plus modeste – le montant du chantier n'est pas été dévoilé – mais la finalité sera la même : mettre à disposition des start-up, PME et grands groupes, une puissance informatique colossale afin de réaliser des simulations ou des modélisations, notamment dans les secteurs de l'automobile, de l'aéronautique ou de l'agriculture. « En matière de calcul haute performance (HPC en anglais, ndlr), la France a pris un très gros retard alors que les enjeux sont majeurs. C'est pourquoi nous menons également un autre projet à Tourcoing, qui devrait voir le jour après celui de Méaulte », a indiqué Michel Carmona lors d'une réunion publique à Albert, en avril dernier.



Ci-dessus, l'aéroport de Méaulte

Au total, le centre picard devrait engendrer une trentaine d'emplois.

Il n'en reste pas moins stratégique pour le territoire. « Cet outil permettra d'attirer beaucoup d'entreprises », assure Michel Watelain, président de la communauté de communes du Coquelicot. Les élus de la collectivité ont d'ailleurs acté la vente d'un terrain de 3,3 hectares à Global Development Group (CDG), qui n'attend plus désormais que les autorisations administratives nécessaires pour démarrer son chantier ■ **G.R.**



SIX MARIANNE
green business park



**BUSINESS
PROPERTY
DEVELOPMENT**

À LOUER

A partir du 3ème trimestre 2023

- 27 unités PME avec mezzanine à partir de 124m²
- Parfaitement adaptées à vos besoins
- Un site privé sécurisé par un portail et une vidéosurveillance
- Des espaces de stockage, production, distribution, ... combinés à des espaces de bureau

SCANNEZ LE CODE QR pour en savoir plus.



Découvrez tous nos projets sur bvi.eu ou contactez-nous :

SALES@BVI.EU
+33 3 56 60 00 09

PHARMACIE : ELSKER GROUP PASSE DANS LE GIRON DE HYGIE31

ROUBAIX. Le Nordiste cède la majorité de son capital au Toulousain. Avec l'ambition affichée d'atteindre les 200 pharmacies à horizon cinq ans.



Elsker Group connaît une telle croissance qu'il est devenu, en 14 ans d'existence, l'un des poids lourds du secteur pharmaceutique des Hauts-de-France. Avec son groupement d'officines Pharmacyal, sa centrale d'achat Norcap et son réseau de distribution de matériels médicaux MVD Médical, Elsker Group s'apprête à écrire une nouvelle page de son histoire. Accompagné par la banque d'affaires Septentrion Finance, il vient de céder la majorité de son capital au toulousain Hygie31.

Les fondateurs Cyril Tétart, Alexis et Gaétan Bocahut, disent conserver « une part significative » du capital d'Elsker Group. Ainsi que des fonctions opérationnelles au sein du nouvel ensemble.

Grâce à l'opération, « nous allons permettre aux adhérents Pharmacyal

de développer de nouvelles activités et permettre au groupement de consolider sa place de leader régional », indique Cyril Tétart. Rejoint par Alexis Bocahut : « nous serons plus forts pour faire face aux nombreuses mutations du métier de pharmacien et faire entrer Pharmacyal dans une nouvelle dimension ». Dans leur viseur notamment : 200 pharmacies d'ici à 2028, contre les 127 actuelles.

Le Roubaisien affiche 245 M€ de ventes consolidées, en hausse de près de 12% sur un an, avec 80 salariés. Son groupement Pharmacyal porte une grande majorité du chiffre d'affaires global. De son côté, Hygie31 — détenu par Latour Capital et Bpifrance — dispose d'un réseau d'un millier d'officines Pharmacie Lafayette, d'enseignes Optique Lafayette et Médical Lafayette (vente de matériel médical) ainsi que de deux sites Internet de parapharmacie. Le tout, pour un chiffre d'affaires consolidé de 2,1 mds€ réalisé en France et en Espagne ■ **J.K.**

MEDTECH : TISSIUM LÈVE 50 M€

RONCQ. Tissium fait un pas de plus vers le statut de licorne, avec sa technologie révolutionnaire de polymère pour reconstruire les tissus humains. Son outil de production est dans la métropole.

Elle a beau être parisienne, Tissium a déjà la discrétion traditionnelle des entreprises nordistes. Cette entreprise, qui vient de boucler une levée de 50 M€ auprès du nouveau Fonds Stratégique des Transitions (associant notamment la Caisse des dépôts), ne communique aucun chiffre, à l'exception du nombre de ses salariés (100 dont 30 dans son unité de production de Roncq). Mais les enjeux de cette entreprise sont considérables et Tissium a un bon profil pour devenir une licorne de la santé. Elle fabrique un polymère biomor-

phique sous forme d'un liquide visqueux qui se solidifie (tout en restant flexible) à la lumière, avec de multiples applications déjà engagées et de grandes perspectives. Cette technologie est issue des travaux des laboratoires des Pr Robert Langer (MIT) et Jeffrey Karp, cofondateurs de la société en 2013, et qui ont apporté 6 familles de brevets. Le dirigeant est Christophe Bancel (qui se trouve être par ailleurs le frère de Stéphane Bancel, fondateur de Moderna). Tissium a développé 14 familles complémentaires de brevets, soit désormais un portefeuille de 62 brevets.

Tissium cible trois verticales : la réparation des nerfs périphériques (une étude clinique est en cours en Australie), le traitement des hernies, et le traitement des fuites sur les lignes de suture, en chirurgie vasculaire. La société propose non seulement son polymère mais aussi les accessoires et composant permettant sa mise en œuvre pratique. De quoi remplacer vis, agrafes et autres méthodes invasives.

S'ajoutant aux 120 M€ levés jusqu'ici, la nouvelle augmentation de capital porte donc ces moyens à 170 M€. Ou-



tre le FST, la société accueille Mériex Développement ainsi que d'autres actionnaires, qui rejoignent les précédents associés financiers : Cathay Health, Crédit Mutuel Innovation et Sofinnova Partners. Les ambitions sont directement mondiales, et spécialement américaines, qui sera le premier marché ouvert. L'investissement industriel comme les perspectives d'emploi pas plus que les ambitions commerciales ne sont dévoilées ■ **O.D.**

PAR NATURE, LA FINANCE ET LE CLIMAT N'ONT PAS GRAND-CHOSE À VOIR.

VRAIMENT ?

Aujourd'hui, les professionnels de la finance doivent combiner expertise financière et économie durable. Notre MSc in Climate Change & Sustainable Finance, en partenariat avec MINES Paris-PSL, est destiné à former une nouvelle génération de professionnels de la finance, dotés des compétences et de l'engagement nécessaires pour réussir la transition vers une économie à faible émission de carbone.



*Make an impact**

*Agissez sur le monde.

LE SOUS-TRAITANT AUTO AGLAFORM SE DIVERSIFIE DANS LA PRODUCTION DE VÉLO

AUXI-LE-CHATEAU.

L'équipementier auto ouvre un atelier d'assemblage de vélos électriques au profit du leader européen du vélo en libre service, Fifteen.

Voilà une belle opération gagnant-gagnant. Aglaform, filiale du groupe français automobile F2J (1 800 salariés, 230 M€ de chiffre d'affaires) fait partie des entreprises menacées à terme par la fin du moteur thermique. Elle produit des poulies utilisées dans les motorisations diesel et hybrides, dont l'arrêt a été décidé par une décision couperet du parlement européen. La société, qui a souffert des précédentes crises (« diesel-gate », Covid, Ukraine...) avait déjà engagé une diversification vers le machinisme agricole et l'univers du camion, mais elle se déploie cette fois



dans un autre univers, le vélo. La société a été mise en relation par une connaissance commune, l'ancien patron de la F1 chez Renault, avec Fifteen, filiale de Mobivia spécialisée dans le vélo en libre service, dans une logique très intégrée du vélo à la station en passant par le logiciel de gestion. Fifteen (160 salariés, parc de

50 000 vélos réparti dans 10 pays) cherchait de son côté à relocaliser une partie des productions réalisées en Asie, mais impactées par les délais, les hausses de prix, voire la raréfaction des composants. « On les a convaincus qu'à partir d'une zone de friche, on pouvait réaliser de l'assemblage de vélos avec les plus hauts standards de qualité de l'industrie automobile », expose Jérôme Rubinstein, dirigeant du site Aglaform. « L'investissement a été partagé par F2J et Fifteen, avec l'aide de bpiFrance dans le cadre de la reconversion automobile », explique Benoît Yameundjeu. L'atelier, baptisé F2J Bike, démarre avec 10 personnes mais il a vocation à générer une quarantaine d'emplois à terme, à comparer aux 90 salariés actuels de l'effectif. Jérôme Rubinstein espère du reste que ce premier marché pourra en générer d'autres auprès d'autres opérateurs de vélos.

Côté Fifteen, la relocalisation ne devrait pas s'en tenir là. Benoît Yameundjeu indique être en bonne voie pour transférer la production des batteries électriques dans le Puy-de-Dôme, les cartes électroniques en Pays-de-Loire et les électro-aimants en Auvergne-Rhône Alpes ■ O.D.

YAMAHA MISE SUR LE VÉLO ÉLECTRIQUE DANS SON USINE AXONAISE

SAINT-QUENTIN. Le Japonais y investit 4 M€ pour produire sa nouvelle gamme de moteurs pour vélos électriques.

Profiter de l'accélération du marché des vélos électriques, en hausse de 12% au niveau national l'année dernière. C'est l'intention du Japonais Yamaha qui investit actuellement 4 M€ dans l'aménagement d'un nouvel atelier au sein de son usine MBK Industrie de Saint-Quentin (Aisne), dédié à sa nouvelle génération de moteurs pour vélos à assistance électrique. La nouvelle ligne devrait progressivement monter en régime pour produire 300 000 unités chaque année. Une cinquantaine de salariés sur les 600 de l'établissement devraient être affectés, une fois formés, à la production de ces moteurs, présentés comme « plus puissants et légers » par le groupe. Yamaha change également de braquet



concernant ses vélos haut de gamme, également assemblés sur le site. A terme, l'usine devrait en produire 60 000, le triple d'aujourd'hui. Malgré cette percée, MBK Industrie reste toujours spécialisé dans la production de motos et de scooters, principalement destinés au marché européen. Selon Yamaha, « 30% des modèles disponibles dans les concessions françaises de la marque » sont issues des

chaînes de production axonaises. En 2022, 84 000 engins y ont été fabriqués, dont la fameuse Trail Ténéré, véritable réussite industrielle et commerciale de la marque. Côté effectifs, le site, chahuté par deux années de pandémie, a renoué avec les embauches. 70 personnes ont été recrutées en 2022 et plusieurs postes seront ouverts cette année. MBK Industrie réalise plus de 400 M€ de chiffre d'affaires. L'usine est considérée comme un monument industriel de la région. C'est en effet de ces chaînes que sont sorties, à partir des années 1950, les 15 millions de mobylettes « bleues » de Motobécane, longtemps restées le symbole du moyen de locomotion des ouvriers ■ G.R.

METHATECH, VEUT METTRE LES GAZ AVEC UN MÉTHANISEUR INNOVANT

PHILIPPE PEULTIER a mis au point une technique de méthanisation « sèche » deux fois moins onéreuse que son homologue liquide. Avec 3 brevets en cours de dépôt.



Malgré les oppositions quasi-systématiques, les projets de méthanisation se développent (très) doucement mais sûrement. Le lourd investissement de départ et les coûts d'entretien colossaux sont les principaux freins au déploiement.

Freins que souhaite lever l'ingénieur en agriculture Philippe Peultier avec MethaTech.

Installée et incubée au Village by CA Nord de France, sa jeune société conçoit des unités de méthanisation par voie sèche équipée de digesteur sans mécanisation. « La méthanisation liquide traite des mélanges de substrats dont le taux de matière sèche est inférieur à 20%. C'est la technique la plus répandue, raconte l'ingénieur de 65 ans. La solution de MethaTech repose sur des mélanges d'effluents d'élevage et de résidus de culture comme la paille ».

Le digesteur innovant de la jeune



pousse lilloise a été conçu en partenariat avec l'UTC de Compiègne et Uni-LaSalle Beauvais. D'ici l'été, il sera protégé par trois brevets européens. « Notre procédé de-

mande cinq fois moins de machines qu'une méthanisation liquide. Il y a donc très peu de maintenance », souligne Philippe Peultier, qui a travaillé 25 ans dans la gestion d'entreprise de traitement biologique des déchets. « Notre digesteur associé à une unité sèche permet de proposer aux agriculteurs un ensemble deux fois moins coûteux qu'un méthaniseur liquide », poursuit l'ingénieur. Qui entend à terme proposer aux agriculteurs et groupement d'agriculteurs la vente d'unités de méthanisation conçues de A à Z par MethaTech.

Objectifs cette année : constituer une équipe et monter un méthaniseur de référence en région ■ J.K.



Taxe d'apprentissage 2025

—
**Choisissez
 l'Université de Lille,
 1^{er} opérateur en
 alternance des
 Hauts-de-France !**

—
2 étapes :

1/ Connectez-vous au site www.net-entreprise.fr avec votre SIRET pour obtenir vos codes d'accès à la plateforme SOLTEA

2/ Du 25 mai au 7 septembre désignez l'Université de Lille (UAI 0597239Y, SIRET 13002975400012) comme bénéficiaire de votre taxe d'apprentissage via la plateforme SOLTEA



Pour vous accompagner :
 06 31 77 43 04
ulink@univ-lille.fr

lilagora
un espace d'accompagnement
 au développement des entreprises

**Université
 de Lille**

éco 121

1 AN
69€

La référence de l'info éco dans les Hauts-de-France

- L'actu éco des Hauts-de-France à 360°
- Une information sûre, sérieuse et indépendante
- Une connaissance en profondeur de l'économie régionale
- La parole donnée aux acteurs de la vie économique

Retrouvez-nous chaque mois, mais aussi en fil continu sur notre site web www.eco121.fr

ABONNEZ-VOUS EN LIGNE SUR WWW.ECO121.FR !

03 55 33 21 05

Bulletin d'abonnement

OUI, je m'abonne au magazine Éco121 pour une durée de :

- 1 an (10 n°) au prix de 69€
- 2 ans (20 n°) au prix de 109€

+ Abonnement multiple : nous consulter (Tél. 03 55 33 21 05)

Règlement

- Par chèque : à l'ordre d'Ecopresse
- Par virement : Banque Caisse d'Épargne LILLE - IBAN : FR76 1627 5006 0008 0003 5417 520

NOM _____ PRÉNOM _____

SOCIÉTÉ / ORGANISATION _____

ADRESSE _____

CODE POSTAL _____

VILLE _____ TÉL. _____

E-MAIL _____



éco 121
ECOPRESSE - PARC RIVÉO
300 RUE DE LILLE
59520 MARQUETTE-LEZ-LILLE

L'INSOULENT SUCCÈS DES BUSINESS CLUBS

Dix ans après son lancement à Valenciennes, le réseau des Business clubs a fait la preuve de sa réussite. Il veut réitérer via des clubs d'afterwork, cette fois.

Comment expliquer la présence de 1 220 patrons réunis un midi de semaine de mai à Lille Grand Palais ? Certes, une affiche alléchante, avec le très rare Michel Platini, mais surtout une formule de réseau très huilée, qui fêtait ses dix ans dans le temple régional de l'événementiel. Une belle consécration (et même une standing ovation) pour son fondateur Olivier Talbert qui a su trouver un concept particulier de clubs dans un univers patronal pourtant déjà dense en réseaux de toutes sortes. De grands témoins qui viennent plancher en toute simplicité devant des chefs d'entreprise (80 en moyenne par club) autour d'un repas, les participants pouvant demander à être placés pour nouer des liens spécifiques. Signe de la fidélité des dirigeants aux business clubs, le taux de renouvellement dépasse 90%, malgré une adhésion à 1 600 € hors repas. Olivier Talbert raconte même que la moitié des 110 noms de son tout premier plan de table sont encore de l'aventure.

CRÉATEURS DE LIENS

Comment expliquer cette recette gagnante ? Pour lui, la plupart des membres viennent rencontrer leurs pairs, « pour faire du business ou pas », mais dans une forme d'ADN sportif, à la bonne franquette, en quelque sorte. « On a une vraie fidélité, ils apprennent quelque chose et ils viennent passer du bon temps. On est des créateurs de lien. ». Et avec un vivier de 1 200 intervenants mêlant sport, business et po-



litique, dont certains sont devenus des amis avec le temps, comme Henri Leconte, Gérard Holtz ou Jean-Louis Debré, raconte Olivier Talbert. D'autres ont été très rares mais particulièrement marquants comme Gérard Mulliez avec Michel-Edouard Leclerc. Le dirigeant a bon espoir d'accrocher Roger Federer ou Nicolas Sarkozy parmi ses prochaines têtes d'affiche.

Les crises successives, Brexit, Covid, Ukraine, n'ont pas entamé la dynamique, au contraire. « Je n'ai jamais signé tant d'adhésion ou de contrats de franchise que pendant le Covid », sourit Olivier Talbert, qui évoque encore une croissance à deux chiffres. Selon lui, les réseaux se distinguent en plusieurs catégories : les caritatifs, de type Lion's ou Rotary, ceux qui font évoluer le manager, tels le CJD ou les clubs APM, les clubs sectoriels, qui donnent des infor-

mations professionnelles. « Des clubs business, il n'y en a pas tant que ça », estime Olivier Talbert. Les BNI visent plutôt des TPE et artisans alors que son réseau se concentre sur des entreprises plus grosses. 55% des membres sont propriétaires de leur entreprise.

Après les 38 Business Clubs (dont 32 en franchise), qui nécessitent une assise territoriale suffisante, le réseau déploie un nouveau concept depuis 2021, les clubs « Business Time », de 25-30 personnes. Il s'agit cette fois d'une rencontre d'afterwork (17h30-19h), avec un expert local qui va dérouler cinq conseils (bien gérer sa trésorerie, éviter un prud'homme, ...) et bien sûr un moment de convivialité autour d'un verre. Le business plan vise ni plus ni moins de créer 596 clubs à horizon 2028, dont 50 dans les deux ans dans les Hauts-de-France. A suivre ! ■ **O.D.**



LA CITÉ DE L'IA VA CHERCHER L'INSPIRATION À TALLINN

La Cité de l'IA, émanation du Medef Lille Métropole, a mené une « learning expedition » dans un des pays les plus numérisés au monde, l'Estonie. De quoi décrypter un écosystème spécifique et inspirant, mais aussi se rassurer sur la dynamique collective sur le sujet dans les Hauts-de-France.



Pas moins de 49 sites d'actualité dans le monde sont rédigés par de l'intelligence artificielle (IA) génératrice de textes, selon l'agence NewsGuard. Les vidéos « deepfake » goment chaque jour davantage la frontière entre réalité et fiction. L'IA devient également une arme de contrôle massive de pays comme la Chine ou l'Iran. Qu'on se rassure, cet article est bien écrit par Eco121 et non par chatgpt. Malgré ses dérives, l'IA est aussi un outil incroyable qui ouvre de façon exponentielle le champ des possibles. Après un premier voyage immersif en Israël il y a quatre ans juste après sa création (lire encadré), la Cité de l'IA est partie cette fois en Learning Expedition découvrir un autre pays très avancé en matière de numérique, l'Estonie.



Un pays à la population équivalente à la MEL (1,3 M d'habitants), de la taille des Hauts-de-France, libéré du joug soviétique en 1991. Il s'est jeté à corps perdu dans la numérisation, sans tous les éléments de régulation auquel nous sommes habitués, sans équivalent de CNIL, par exemple. Il a institué une identité électronique unique et obligatoire au-delà de 15 ans, gérée par un double code pin, qui complète la carte d'identité physique. Un véritable couteau suisse (ou balte) qui facilite la vie quotidienne. Rencontrant la délégation nordiste, l'ambassadeur de France Eric Lamouroux s'est montré très enthousiaste : « Avec cette carte vous vivez, elle contient le permis de conduire, les ordonnances médicales, ma vie judiciaire est dessus, c'est génial ». Le verrouillage par blockchain est supposé garantir une sécurité complète pour les citoyens. Lors de l'élection législative il y a quelques semaines, le vote électronique est devenu majoritaire dans le pays (51%). « Nous sommes le premier

pays à fonctionner comme un service digital », résume Otto Mättas, chef de l'IA au sein de Technopol, sorte d'Euratech local fondé par l'Etat, la capitale Tallinn, et l'université. L'Estonie a d'ailleurs développé un savoir faire qu'elle promeut dans le monde via une « e-gov academy ».

Le pays a bénéficié de crédits massifs de l'UE pour faciliter sa transition. Des friches industrielles transformées ici en centre d'innovation et de technologie (Mektory), là en pôle universitaire, en incubateur ou en quartier bobo branché. En trente ans, le pays a montré une résilience considérable, et une performance certaine : l'Estonie n'est pas peu fière de figurer au premier rang mondial (par habitant) nombre de licornes, ces entreprises innovantes valorisées plus de 1 milliard de dollars.

CHAMPION MONDIAL DES LICORNES

Startup Estonia revendique 1 447 start up, représentant 9 954 employés (+ 22% en un an), ainsi que 10 li-



cornes. « On est petits, donc il n'est pas possible de survivre sans réseau ni partenariats », expose Vahido Mikheim, directeur du département DeepTech de Startup Estonia. La délégation nordiste a rencontré plusieurs licornes à l'instar de Piperdrive, spécialiste de la CRM ou Veriff, 600 salariés, spécialiste de la vérification d'identité digitale. « Nous sommes une petite communauté, nous nous parlons et nous échangeons beaucoup, au-delà des relations formelles », décrypte son directeur opérationnel Indrek Heinloo. Wise, Skype ou encore Cleveron (casiers connectés) font encore partie des champions estoniens. Mais le lien entre l'écosystème et le développement de ces licornes n'a pas sauté aux yeux de la délégation française.

Que retenir de ce voyage ? Laissons Yann Orpin, président du Medef Lille Métropole conclure : « Nous n'avons pas à rougir dans les Hauts-de-France de notre écosystème. Notre région doit devenir le leader national et plus

du développement du numérique et de l'IA autour de la Cité de l'IA et des acteurs incontournables. A nous de nous inspirer de cette formidable communication que fait Tallinn. Notre humilité nous coûte en terme d'image aujourd'hui. » ■ Olivier Ducuing

COMMUNICATION : COCOA MET LE CAP VERS L'IA

Douze ans après sa création, l'agence lilloise de communication Cocoa ajoute une nouvelle corde à son arc avec l'intelligence artificielle. Depuis quelques mois, l'entreprise de Steve Robert enrichit sa création de contenus visuels et éditoriaux avec des outils tels ChatGPT ou Midjourney. S'il n'est pas spécialement gagnant en temps, Steve Robert dit être en mesure aujourd'hui de proposer à ses clients des contenus plus qualitatifs et, surtout, uniques.

« Pour les entreprises que l'on accompagne, c'est aussi un gain économique. Car elles peuvent avoir des visuels de qualité générés par Midjourney, alors qu'elles n'auraient pas eu le budget suffisant pour un shooting photo », complète le dirigeant fondateur de Cocoa. Qui assure ne pas avoir fait évoluer ses tarifs suite à l'intégration de l'IA dans son activité. « Nous sommes encore en formation sur ces outils, dit-il. On en apprend tous les jours ».

Quant au risque de voir ChatGPT banni en France, comme en Italie depuis fin mars, Steve Robert se dit serein. « Je ne pense pas que cela arrivera en France. En tout cas, ça prendrait du temps. Et si tel est le cas, on reprendrait notre fonctionnement d'avant ! »

A date, Cocoa collabore avec une vingtaine de clients dont une majorité basés dans la métropole lilloise. Parmi ses références, le Colisée de Roubaix, l'agence d'attractivité HelloLille, Decathlon ou encore France Télévisions Distribution ■ J.K.



Pour une campagne publicitaire pour le cabinet de gestion de patrimoine AMFF, Cocoa a utilisé Midjourney pour générer des visages entièrement modélisés par l'IA.

LA CITÉ DE L'IA EN BREF

Cité de l'IA est née il y a cinq ans d'une réponse à un appel d'offres par le Medef Lille Métropole. Dotée d'un budget d'un million d'euros, cette structure unique en France regroupe 700 membres dont 70 très actifs, fédérant en un écosystème à part les acteurs des différents univers, entreprise, recherche, université notamment, autour de l'IA. Son comité de gouvernance inclut de grands acteurs comme Roquette, Lesaffre, Auchan Retail, Adeo, Getlink, Vilogia, l'université de Lille ou encore la SATT, mais l'outil a vocation à diffuser aussi auprès des pme. Au-delà des deux Learning Expeditions menées en Israël et en Estonie, la Cité de l'IA organise deux grandes conférences par an, 5 à 6 petits déjeuners thématiques ainsi que des podcasts tous les 15 jours. Elle accompagne aussi des entreprises via des consultants pour déployer des solutions d'IA. A noter que le 15 juin, la Cité de l'IA publiera un annuaire des certifications IA en Hauts-de-France.

LOCA SERVICE : L'INNOVATION PIÈDE AU PLANCHER DEPUIS 40 ANS

Le fabricant et loueur de vitrines réfrigérées sort une dizaine de nouveautés par an. Sa politique R&D lui permet d'être l'un des leaders de son secteur et le pionnier en matière d'innovations.

Isolation optimale, LED basse consommation, gaz frigorigène naturel. « Klassa » est la toute première vitrine réfrigérée, proposée en location, à atteindre la classe énergétique A. Actuellement en production, après plus de cinq mois de développement, elle arrivera chez les distributeurs alimentaires cet été. Des produits innovants comme celui-ci, Loca Services en a fait sa spécialité.

Depuis sa création en 1981, le fabricant et loueur de vitrines et meubles frigorifiques place l'innovation au cœur de sa stratégie. Elle dispose d'une équipe R&D composée de 13 ingénieurs et techniciens entièrement dédiés à la conception des produits et services de pointe.

Loca Service présente chaque année pas moins d'une dizaine d'innovations en moyenne. Autant de créations conçues à partir d'une feuille blanche, nées d'évolution de modèles existants ou de problématiques identifiées sur le marché. Le parc machines est impressionnant : 43 000 vitrines avec plus de 300 références.

ALLIER PERFORMANCE ET INNOVATION

« C'est la clé pour toujours être conformes au marché et répondre aux besoins de nos clients », estime Aurélien



lien Bouve, Pdg de 35 ans et successeur de Pascal, son père, fondateur de l'entreprise située sur l'ancien site Levi's à La Bassée. « Le marché du froid commercial évolue constamment. La dernière nouveauté c'est la sobriété énergétique ». La société toujours 100% familiale a travaillé sur la performance énergétique de ses vitrines dès 2010. Pour concevoir et commercialiser 6 ans plus tard Ice-Connect. Un capteur permettant de géolocaliser les équipements, de contrôler à distance et en temps réel la température. Mais aussi d'alerter en cas de panne.

La part du chiffre d'affaires consacrée à la R&D ? « C'est un chiffre que je n'ai jamais calculé... », admet Aurélien Bouve. « Lorsqu'il s'agit d'innovation, on ne pense pas en euros mais en projet. Et quand il y en a un en cours, il doit sortir. Peu importe le temps que

cela prendra, poursuit le dirigeant. Nous sommes des jusqu'au-boutistes ! »

Avec ses 75 métiers, Loca Service propose aux industriels et distributeurs agroalimentaires une prestation complète, clé en main et sur-mesure. De la mise à disposition de meubles réfrigérés au dépannage dans les 24h en moyenne, en passant par la création de PLV (publicité sur le lieu de vente) personnalisée.

En 2022, l'entreprise a réalisé 48 M€ de chiffre d'affaires avec ses 12 agences en France et au Portugal, où elle a également implanté son usine de production.

Deux agences ouvriront d'ici début 2024 à Mâcon et à Nice. Loca Service emploie 310 salariés, dont 120 à La Bassée, et livre tous les pays limitrophes à l'Hexagone ■ Julie Kiavué



« NOUS SOMMES DES
JUSQU'AU-BOUTISTES ! »
AURÉLIEN BOUVE

DAVID BLONDEL
DIRECTEUR RÉGIONAL JPM LILLE

PLACEMENTS : NE NÉGLIGEZ PLUS LE SUPPORT EURO !

Nous avons vécu plusieurs années dans une situation improbable avec des taux d'intérêt nuls voire négatifs. Le consensus ne pouvait que pousser à rester à l'écart des fonds en euros devenus très peu rémunérés. Dans une démarche de conseil, les compagnies d'assurance et banquiers privés ont encouragé leur clientèle à privilégier des unités de compte, plus dynamiques, mais en acceptant souvent l'absence de garantie en capital. Cette période a vécu, sous l'effet de l'inflation et de la lutte des banques centrales contre ce phénomène, via les hausses successives de taux d'intérêt. Les fonds euros offrent encore, aujourd'hui, des rendements faibles, par l'effet d'inertie des stocks anciens de dette souveraine renouvelés de façon progressive, mais il devient pertinent de considérer à nouveau ces supports. Pourquoi ? Ces enveloppes sont entièrement sécurisées,



"CE PEUT ÊTRE UNE POCHÉ D'ÉPARGNE À SÉCURISER LORS D'UN POINT HAUT DE MARCHÉ AVANT DE LA REINVESTIR ULTÉRIEUREMENT"

contrairement aux valeurs mobilières. Et les compagnies, vigilantes à éviter la décollecte, accordent à leurs clients, des bonus souvent cumulables sur la base des versements et/ou du maintien d'un certain niveau de leurs en cours en unités de compte.

Autre intérêt des supports en euros : ils sont un outil de gestion, de variable d'ajustement, d'allocation d'actifs. Ainsi un épargnant pourra-t-il viser une part plus importante de fonds euro, avec un rendement sécurisé, en guise de liquidité à utiliser en cas d'opportunités de marché, vers des placements à plus hauts

rendements cibles. Ce peut être une poche d'épargne à sécuriser lors d'un point haut de marché avant de la réin-

vestir ultérieurement.

Le fonds EURO peut aussi présenter un intérêt en cas de besoin de trésorerie ponctuel, avant une rentrée d'argent attendue dans les trois ans. Plutôt que de racheter une partie du contrat et d'acquiescer la fiscalité afférente, mieux vaudra demander une avance, (sous réserve d'éligibilité) qui sera assimilée à un prêt accordé par l'assureur moyennant intérêt à la compagnie qui s'adossera sur la valeur du fonds euro.

Enfin le fonds euro a toute son utilité en cas de projet d'investissement, notamment immobilier : l'enveloppe assurance vie peut être apportée partiellement ou totalement en garantie du crédit, avec un coût de garantie minimale (vs une garantie notariée).

Autant de raisons qui confirment l'intérêt du support euro, mais dans une optique de diversification et d'opportunisme ■



éco 121

LE MENSUEL DES MÉTIERS DES HAUTS-DE-FRANCE

LES CRISES EN SÉRIE

COMMENT FAIRE FACE ?

Touchez les

40 000 LECTEURS MENSUELS*

de l'actualité économique et régionale
des acteurs des Hauts-de-France

Réservez votre publicité

0 970 808 612

contact@rosseladvertising.fr

*source : Editeur Eco 121 - 2020

ANTOINE BENOIT

AVOCAT ASSOCIÉ BIGNON LEBRAY LILLE

RUPTURE CONVENTIONNELLE COLLECTIVE ET CESSATION D'ACTIVITÉ DE L'ENTREPRISE NE FONT PAS BON MÉNAGE !

Le Conseil d'Etat poursuit la construction jurisprudentielle concernant les modalités de mise en œuvre des ruptures conventionnelles collectives.

Rappelons que ce dispositif, issu des ordonnances de 2017, autorise l'entreprise à fixer dans un accord collectif négocié avec les organisations syndicales, des objectifs de suppression d'emplois. La question s'est vite posée de savoir comment ce dispositif cohabiterait avec les dispositions existantes en matière de licenciement pour motif économique qui ont elles aussi pour objet d'organiser la suppression d'emplois, notamment lorsque l'entreprise est confrontée à des difficultés économiques ou à la nécessité de se réorganiser pour sauvegarder la compétitivité.

Dans un arrêt du 14 mars 2019, la Cour administrative de Versailles a estimé que des suppressions de postes décidées dans le cadre de l'accord de rupture conventionnelle collective pouvaient reposer sur un motif économique.

De son côté, la Cour administrative d'appel de Paris a jugé le 14 mars 2022 que la conclusion d'un accord de rupture conventionnelle collective ne fait pas obstacle à la mise en œuvre d'un plan de sauvegarde de l'emploi dès lors que ce plan respecte l'absence de départs contraints pendant la durée prévue par l'accord.

Un arrêt récent du Conseil d'Etat (21/03/2023 - n° 459626) vient préciser que si l'accord portant rupture conventionnelle peut être conclu dans un contexte de difficultés économiques, il ne peut être validé s'il intervient dans le contexte de cessation d'activité de l'entreprise ou de l'établissement.

En l'occurrence, le Conseil d'Etat a constaté que la fermeture du site ayant été décidée avant la signature de l'accord de rupture conventionnelle, les salariés n'étaient en réalité pas en mesure d'espérer un maintien dans leur emploi à l'issue de la période d'application de l'accord, ce qui revenait à contredire les dispositions contenues dans l'accord de rupture conventionnelle qui prévoyaient qu'il n'y aurait aucun licenciement pour motif économique pendant sa mise en œuvre.

La rupture conventionnelle collective n'est donc pas valable si la seule alternative pour les salariés est la rupture du contrat de travail, puisque cela relève de la législation relative au licenciement économique ■



BRUNO PLATEL

AVOCAT ASSOCIÉ CAPSTAN AVOCATS

ABUS DE DROIT: LE NÉCESSAIRE RESPECT DES DROITS DU COTISANT PAR L'URSSAF

Inspiré par le droit fiscal, le code de la Sécurité Sociale prévoit la possibilité pour les URSSAF, à l'occasion d'un contrôle, d'écarter comme ne leur étant pas opposables, les actes constitutifs d'un abus de droit au motif que ces actes auraient un caractère fictif ou auraient été inspirés par la seule volonté de réduire ou d'éluider le paiement des cotisations sociales.

L'article L243-7-2 du code de la Sécurité Sociale prévoit que l'entreprise s'expose alors à une pénalité égale à 20% des cotisations et contributions dues.

En cas de désaccord entre l'URSSAF et l'entreprise, cette dernière peut prendre l'initiative de saisir le comité des abus de droit, étant précisé que la charge de la preuve de l'abus de droit incombe à l'URSSAF.

Le législateur a renvoyé à un décret le soin de définir notamment la composition et le fonctionnement de ce comité et les conditions dans lesquelles il émet un avis.



"L'URSSAF DOIT RECOURIR À LA PROCÉDURE ADEQUATE ET INFORMER LE COTISANT DE LA POSSIBILITÉ DE SAISIR LE COMITÉ DES ABUS DE DROIT"

Trois décisions rendues par la Cour de Cassation le 16 février dernier encadrent les modalités de recours par l'URSSAF à cette procédure. De la lecture de ces trois décisions, on retiendra la nécessaire application des principes suivants :

Lorsque l'URSSAF fait explicitement état du caractère fictif de certains actes (étaient ici en cause dans une des trois affaires des licenciements et des transactions), l'URSSAF se réfère implicitement à la notion

d'abus de droit, en sorte qu'elle doit recourir à la procédure adéquate et informer le cotisant de la possibilité de saisir le comité des abus de droit

L'URSSAF ne peut valablement invoquer le fait qu'elle n'a pas appliqué la pénalité financière de 20% prévue en cas d'abus de droit pour s'exonérer des règles protectrices spécifiques applicables en faveur du cotisant

L'URSSAF ne peut invoquer l'absence de membres du comité des abus de droit depuis le 12 janvier 2015 du fait de l'absence de désignation par l'Etat pour se soustraire à ses obligations

La sanction du non-respect par l'URSSAF du formalisme requis en cas d'abus de droit est la nullité du chef de redressement opéré sur le fondement de l'abus de droit mais pas de l'ensemble des chefs de redressement.

On attendra avec intérêt la réaction du Gouvernement qui pourrait rapidement désigner les membres du comité des abus de droit et permettre au cotisant de bénéficier de l'efficacité de sa saisine ■

PASCALINE DE RUYVER
DIRECTRICE ASSOCIÉE QUINTESSENS

LA JOIE, COMME LA CHANCE, EST UNE COMPÉTENCE ?

Personnellement j'en suis convaincue, et cela me rend joyeuse... Alors je vous partage ma croyance : la joie fait partie des 4 émotions majeures que sont également la colère, la tristesse et la peur. Chacune d'elles a une utilité :

La peur permet de nous protéger, de se préparer, d'anticiper. Elle nous sauve via la fuite ou l'attaque.

La tristesse permet d'exprimer les difficultés émotionnelles liées à la perte ou la séparation et de susciter le réconfort. Elle invite à rechercher du soutien.

La colère permet d'exprimer ce qui blesse ou dérange, de s'affirmer. Elle invite à faire autrement, elle amène le changement.

Et la joie alors ? Il s'agit d'une émotion vive, agréable et limitée dans le temps ; son rôle est de montrer ce qui marche et invite à continuer dans le même sens, à « faire durer » et à partager les succès. Mais en entreprise, la joie n'est malheureusement pas toujours valorisée à la hauteur de son utilité. Dans certains cas, on se sent même parfois contraint de la cacher pour ne

pas être taxé de « *béni-oui-oui* » alors qu'elle est légitime et utile. Ne la cachez donc pas, au contraire,

partagez-là !

Et j'irai plus loin. Puisque selon moi, la joie est une compétence, on peut la provoquer. Je vous partage quelques-unes de mes clés :

Créez-vous un environnement favorable ; profitez de la nature, appréciez le calme, le silence, la beauté. Personnellement, je m'autorise de temps en temps une « pause de rien » : quelques minutes sans rien faire, avant une réunion, un rdv, une dé-



"CHAUSSEZ LES BONNES LUNETTES POUR VOIR AUSSI LE BEAU, LE BON, LE DOUX, LE CHAUD TOUT AUTOUR DE VOUS"

cision à prendre...

Prenez soin de vous avec une alimentation saine, un sommeil suffisant, de l'activité physique. Pour moi, c'est la marche...

Entourez-vous des bonnes personnes, celles qui vous font du bien et fuyez les toxiques ! Ce n'est pas toujours facile, mais quelle libération...

Et enfin, soyez des « chercheurs d'or » : chaussez les bonnes lunettes pour voir AUSSI le beau, le bon, le doux, le chaud tout autour de vous... Vous verrez, il y en a partout, il suffit de chercher...

Les bénéfices ? Ils sont immédiats : vous rayonnez, vous provoquez des interactions positives et enrichissantes. Vous développez votre capacité à relever des défis, à trouver des solutions et à réduire le stress.

Enfin, comme la joie est contagieuse, je nous invite à la porter comme un virus, mais sans masque, et à la laisser se propager. Contaminons nos entourages, déclenchons une épidémie et réjouissons-nous de son impact bien plus puissant que nous pourrions l'imaginer ! ■

CHRISTOPHE CARLIER
ASSOCIÉ KPMG

EN ROUTE VERS LE RAPPORT DE DURABILITÉ

CSRD, ESRS, DPEF, NFRD... Ces acronymes renvoient à la réglementation européenne en matière de reporting extra-financier... Essayons d'y voir plus clair !

Le passage de la directive dite NFRD (Non Financial Reporting Directive) à la directive dite CSRD (Corporate Sustainability Reporting Directive) marque, pour les entreprises européennes, une évolution majeure en matière de publication d'informations non financières.

Transposée en France en 2017, la NFRD qui oblige les plus grandes entreprises à publier une DPEF (Déclaration de Performance Extra Financière) n'a pas donné complètement satisfaction. Les textes n'ayant pas défini précisément la nature des indicateurs à publier et leur modalité de calcul, chaque entreprise communique des informations difficilement comparables avec d'autres. Notons par ailleurs que



"LE RAPPORT DE DURABILITÉ RENFORCE L'OBLIGATION DE TRANSPARENCE EN MATIÈRE D'INFORMATION SUR LES CRITÈRES ENVIRONNEMENT, SOCIAL ET GOUVERNANCE"

dans l'essentiel des pays européens, cette déclaration ne fait pas l'objet d'un audit par un tiers indépendant. Afin d'y remédier, l'Union européenne a publié le 16 décembre 2022 une nouvelle directive : la CSRD. Quels changements entraîne cette nouvelle réglementation ? La CSRD crée l'obligation de publier un rapport de durabilité pour plus de 50 000 entreprises en France, ce qui augmente de façon significative le nombre d'assujettis.

Ainsi, aux sociétés déjà soumises à la DPEF viennent s'ajouter les sociétés qui remplissent deux de ces trois critères : CA > 40 M€, effectif > 250 salariés et total de bilan > 20 M€. Sa mise en application s'étalera de 2024 à 2028 en fonction de la taille de la société et de sa position au sein

d'un groupe, le cas échéant. Mais pour une majorité, la première application interviendra au titre des exercices ouverts en 2025.

Le rapport de durabilité, désormais standardisé grâce à l'adoption de 12 normes européennes d'information sur la durabilité dites ESRS (European Sustainability Reporting Standard), sera intégré au rapport de gestion. Il renforce l'obligation de transparence des sociétés en matière d'information sur les critères Environnement (changement climatique, pollution, biodiversité...), Social (effectifs, travailleurs dans la chaîne de valeur) et Gouvernance. Par ailleurs, certaines informations seront obligatoires, d'autres soumises à analyse de matérialité (selon le principe de double matérialité).

Les entreprises visées devront nommer un tiers indépendant, pouvant être leur Commissaire aux comptes, pour certifier ce rapport.

La proximité de l'échéance doit encourager les futurs émetteurs à une réflexion sur la meilleure façon de satisfaire à cette nouvelle obligation qui peut s'avérer être une réelle opportunité ■



MELTING-POT AU MAG

Elle a vécu à Hong Kong, à Pékin, en Italie et aujourd'hui à Lille. L'artiste française Valérie Honnart puise dans toutes ses expériences pour nourrir son art. Pluridisciplinaire, elle a exposé ses dessins, ses gravures mais aussi ses peintures et ses sculptures en France, en Belgique, en Chine, à Taiwan et en Corée. Mais c'est à Lille, au Melting Art Gallery que Valérie Honnart présente son univers. Et ce jusqu'au 11 juin.

www.meltingartgallery.com
Info à contact@meltingartgallery.com
ou au 06 14 09 96 14



ABBAYE D'OURSCAMP : KEN FOLLETT EN RENFORT

L'Abbaye Notre-Dame d'Ourscamp (Oise) est connue comme l'une des plus belles ruines de l'architecture gothique cistercienne. Fin avril, lors d'un événement Outre-manche, la Fondation du patrimoine en a profité pour présenter les ruines du chœur de l'Abbaye et relayer l'appel aux dons auprès des Britanniques. Avec dans l'assemblée, Ken Follett. L'écrivain gallois est très attaché au patrimoine français, source d'inspiration de ses romans à succès. Pour preuve : son don de 148 K€ à la Fondation du patrimoine pour la restauration de la cathédrale Saint-Samson de Dol-de-Bretagne.

Abbaye d'Ourscamp : 1 place Saint-Éloi à Chiry-Ourscamp
De 9h à 12h et de 14h à 18h. Fermée le lundi
Sur RDV : 03 44 75 72 00 - Tarif : 3€

©Fondation du patrimoine - MyPhotoAgency - Kevin Coquelle

DÉCLOISONNÉ

Le LaM se dote d'un nouveau parcours. Lequel lui permet, à l'aube de ses 40 ans, de se doter d'un nouvel accrochage mêlant art moderne, contemporain et art brut. L'occasion de découvrir des œuvres inédites et poser un regard neuf sur la collection du musée, riche de plus de 8 000 œuvres créées depuis le milieu du XIXe siècle.

Du mardi au dimanche.
De 10h à 18h
Tarifs : 7€/5€
www.musee-lam.fr



©LaM - N. Dewitte

LILLE AU CLAVIER

Du 9 au 11 juin, le Lille Piano(s) Festival, rendez-vous incontournable des amoureux du clavier, revient pour une 20e édition aux quatre coins de la Capitale des Flandres. Avec au programme, un focus sur Chopin à travers 11 récitals et concerts symphoniques. Mais aussi des rencontres électro, de musique actuelle, ou encore de jazz avec notamment André Manoukian et en partenariat avec Jazz en Nord. Plus de 50 artistes seront présents dont une dizaine internationaux.

Du 9 au 11 juin
Programmation et billetterie sur
lillepianosfestival.fr



©Ugo Ponté / on



©Frac Picardie

FLORAISON GRAPHIQUE

Le festival national Le Printemps du dessin poursuit jusque fin juin sa floraison au sein de divers lieux culturels régionaux. Depuis fin mars, il ressemble public et artistes contemporains à l'Abbaye royale de Saint-Riquier (Somme), au Frac Picardie à Amiens (photo) ou encore à l'Espace 36 (Saint-Omer). Autour de la nature comme thématique. Cette année, les artistes ont en effet été invités à réfléchir aux problématiques d'environnement et de diversité de faune et de flore.

Jusqu'au 21 juin.
Liste des expositions, workshops, conférences et rencontres sur printempsdudessin.com
info@printempsdudessin.com — 01 45 38 51 15



DÉCENNIE D'UN RENOUVEAU

Fin juin 2013 était inauguré Le Métaphone, la salle de spectacle sur le site de la fosse n°9 - 9 bis des mines de Dourges à Oignies. A l'occasion de ses 10 ans, cet instrument de musique urbain (ses façades produisent et diffusent des sons à l'extérieur) promet un week-end festif les 17 et 18 juin à travers l'événement Les Métaphonies. Avec une ouverture assurée par Marcel et son orchestre. Outre la dizaine de concerts au programme, Les Métaphonies annoncent également un bal rock interactif, des visites secrètes ou encore des installations artistiques.

Samedi 17 et dimanche 18 juin.

Entièrement gratuit. Inscriptions sur place le jour J pour les visites.
Infos sur 9-9bis.com/le-metaphone et réseaux sociaux du Métaphone.

© Le 9-9bis



SOURCE DE « CHALEUR HUMAINE »

Après « Gigantisme » en 2019, la triennale Art & Industrie revient à Dunkerque pour une deuxième édition avec « Chaleur humaine ». Dont le fil conducteur sera les énergies. Dans leurs dimensions physique (transformation de ressources fossiles ou renouvelables), socio-économique (l'industrie, la consommation, la production...) ou encore humaine et non humaine avec les corps comme moteurs de rendement, la robotisation, l'intelligence artificielle. Plus de 250 œuvres de 120 artistes à découvrir au Frac et au Laac dès le 10 juin.

Du 10 juin au 14 janvier 2024
Aux musées Frac et Laac de Dunkerque.
triennale.fr

Le goût d'ÉCO121

COMME TOUS LES MOIS, DIDIER NICOLAS POSE SON REGARD INDÉPENDANT SUR UN ÉTABLISSEMENT DE LA RÉGION. DE MOIS-ÇI, Ô DIT VIN, À TEMPLEUVE



Le Ô Dit Vin, une nouvelle table en cœur de Pévèle

La maison ancienne qui faisait office de siège de la Communauté de communes de la Pévèle-Carembault a été élégamment restaurée par la famille van Haesebroeck. Préservant *ipso facto* le centre du joli village d'une probable verrue immobilière. Ce n'est pas un mince mérite. Elle en a fait un restaurant avenant au joli graphisme. Une rencontre inopinée avec l'ancien chef de La Chaumière, Guillaume Pinte, a complété la famille enthousiaste et de bonne volonté du « Ô dit vin » (ne pas confondre avec le « Aux dix vins » de Quiévrain !).

La décoration intérieure est dans l'air du temps, plancher clair, assises de couleur, mais les tables, nappées, sont espacées et la salle ouverte sur une belle terrasse.

La carte se cherche un peu entre classique et gastronomique à la mode avec son vocabulaire étranger : tatakis (saisi, mariné) de thon et bouillon d'épices, œuf mimosa « revisité » avec un pesto de roquette, queues (4) de crevettes à la croûte panko (chapelure) et sauce thaï, os à moelle et ris de veau, escargots au beurre d'ail et persil, pièce du boucher, râble de lapin au cidre, coquelet, sa-

lades César et océane (dans une version personnelle) ; mais elle est heureusement complétée par une suite de suggestions gourmandes qu'il faut voir sur la table : filets de caille sauce mandorla (amande), cuisses de grenouilles persillées, pigeonneau, côte à l'os 550 g, araignée de veau échalottes.

Pour notre part, après la mise en bouche, gougère et petite bouchée de saumon sauce curry, nous avons opté pour les escargots, pas trop cuits comme il faut dans une sauce bien relevée, et le copieux os à moelle flanqué de parcelles de ris de veau ; pour suivre un râble de lapin au cidre, sèchement garni d'une polenta au poivron et un beau pigeonneau façon grand mère (sans doute pour bonne-femme, c'est à dire oignons grelots et lardons frais ou demi-sel), pas trop cuit, et avec des encombrants lardons fumés comme d'ailleurs le râble. Bien nous prit de demander des frites repérées sur des tables voisines, car elles étaient excellentes, fines et croustillantes.

Pour finir en desserts, un « kiwi dans tous ses états » qui aurait mérité un état plus mûr et une pavlova aux fruits (meringue crémée).

La famille van Haesebroeck a fait le pari de transformer l'ancien siège intercommunal en une table mi-classique mi-gastronomique, sous la direction du chef Guillaume Pinte.



L'œnophilie de la maison s'affiche au-delà de son nom avec un imposant meuble-cave en verre de la salle, une très jolie cave sous plancher de verre au salon et une carte des vins très dense notamment en Bourgogne ; mais le service des vins au verre ne se montre pas à la hauteur de cette ostentation, vins peu enthousiasmants, servis sans faire goûter, glacés pour les saumur-champigny et bourgueuil, et avec un saint-estèphe manquant, sans proposition de remplacement.

Le service n'en est pas moins accueillant, aimable et sympathique. Le site Internet est fort bien fait et présente les photos réalistes des plats.

Didier Nicolas

Ô DIT VIN
Carte 42-57€
7 rue de la grande campagne
59242 Templeuve-en-Pévèle
03 20 64 25 60
www.oditvin.com

12h-15h et 19h-22h
Dim 12h-15h
Fermé mardi et mercredi



Professionnels

Avec nous, prenez un bon départ.
Et profitez de nos conseils pour performer.

CAISSE
D'ÉPARGNE
HAUTS DE
FRANCE



Caisses d'Épargne et de Prévoyance Hauts de France - Banque coopérative régie par les articles L.312-81 et suivants du Code monétaire et financier - Société Anonyme à Directoire et Conseil d'Orientation et de Surveillance - Capital social de 1 000 000 000 € - Siège social 612 rue de la Chaude Rivière 59600 Lille - 333 000 692 RCS Lille Métropole - Code NAF 6419 2 10 TVA intracommunautaire FR34333000692 - Intermédiaire d'assurance, immatriculé à l'ORIAS sous le numéro 07 008 031 - Titulaire de la carte professionnelle « Banquier sur instruments et fonds de commerce sans perception de fonds, effets ou valeurs » n° CPI 8001 2016 000 009 207 délivrée par la CCI Grand Lille - garantie financière : CEGC, 10 rue Hoche, Tour Kupka B - TSA 39399 92919 La Défense Cedex - Conception Affaires Directes - Mai 2023 - Photographie retouchée - Credits photos : iStockphoto

INVESTISSEZ DANS L'AVENIR



D'ENTREPRISES DE LA RÉGION.

Le Crédit Agricole Nord de France propose à ses clients sociétaires de diversifier leur épargne et d'investir aujourd'hui dans son premier fonds au service du développement et de la croissance de PME et d'ETI de la région* : le FCPR PME et TERRITOIRE**.

En mettant leur épargne au service des entreprises, il leur permet de participer activement au dynamisme et à l'avenir du territoire.

AGIR CHAQUE JOUR DANS VOTRE INTÉRÊT
ET CELUI DE LA SOCIÉTÉ



Flâchez pour en savoir plus.



* PME : Petites et Moyennes Entreprises, ETI : Entreprises de Taille Intermédiaire. L'objectif de gestion du FCPR est d'investir au moins 75 % dans des PME et ETI majoritairement situées dans les Hauts de France.

** FCPR : Fonds Commun de Placements à Risques

Fonds géré par Turenne Capital Partenaires - Siège social : 9, rue de Téhéran - 75008 Paris - Société par actions simplifiée - Capital social : 547 520 euros - RCS Paris B 428 167 910 - Société de gestion de portefeuille - N° d'agrément AMF : GP99038

Le prospectus et le Document d'Informations Clés pour l'investisseur et autres documents destinés à l'information des investisseurs sont disponibles sur simple demande auprès de votre agence du Crédit Agricole.

Agrément AMF du fonds : FCR 20230004

Caisses Régionales de Crédit Agricole Mutuel Nord de France. Société coopérative à capital variable, agréée en tant qu'établissement de Crédit, dont le siège social est : 10 avenue Foch BP 369, 59020 Lille Cedex, 440 676 559 RCS LILLE METROPOLE. Société de courtage d'assurance immatriculée au registre unique des Intermédiaires en assurance, banque et finance (ORIAS) sous le n° 07 019 406 (www.orias.fr). DGL/P11/COM/CCAG - Crédit photos : Adobe stock - Mars 2023 - ND : 2310C11